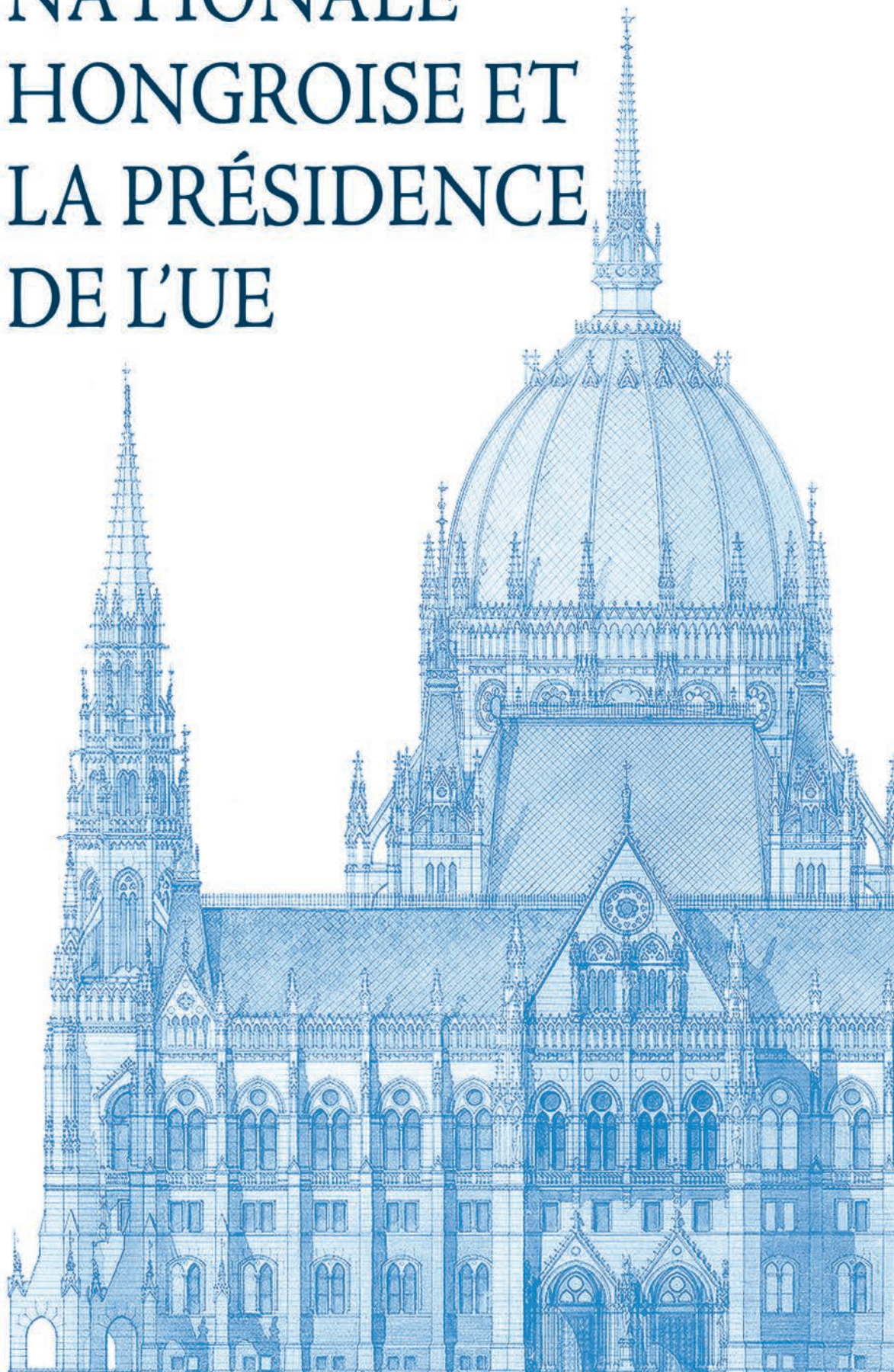


L'ASSEMBLÉE NATIONALE HONGROISE ET LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

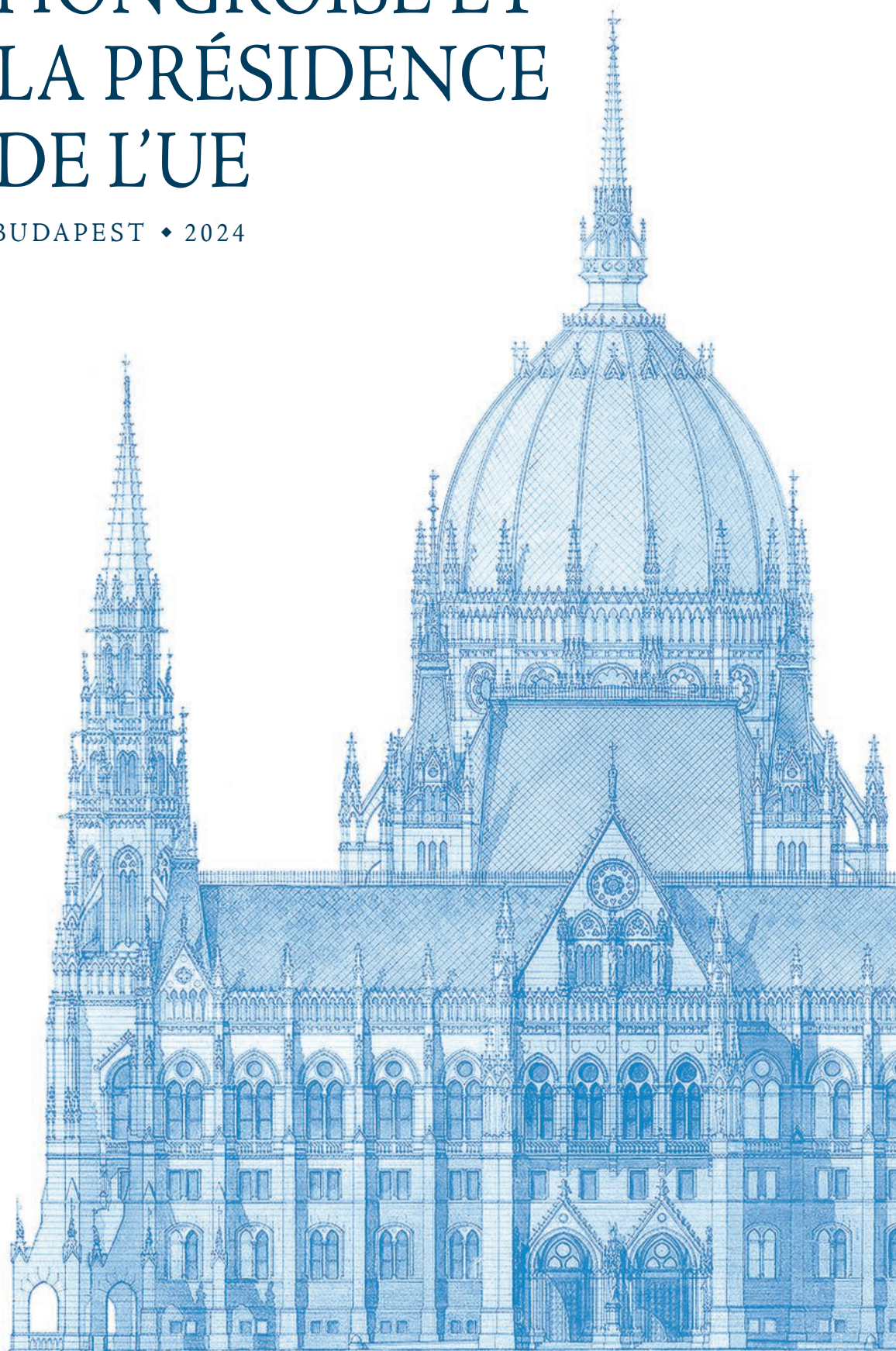
BUDAPEST ◆ 2024





L'ASSEMBLÉE NATIONALE HONGROISE ET LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

BUDAPEST ♦ 2024



Responsable éditorial de l'ouvrage ♦ *Péter Sárdi*

Rédacteurs ♦ *Alexandra Holle, Ida Kelemen, Krisztián Kovács, Zsuzsanna Rostási-Szabó*

Auteurs ♦ *Tamás Baranyi-Müller, István Bereczky, György Csorba, Alexandra Holle, Irén Horváth, Krisztina Kardos, Agneta Patrícia Kovács, Áron Léphaft, Kornél Mátis, Adrienn Vajda, Domokos Vékás*

Contributeurs ♦ *Tünde Hagymásy, Vera Perjési*

Assistance en infographie ♦ *Ervin Zsubori*

Photo ♦ *Dávid Pólya-Pető*

Conception de publication ♦ *Anikó Környei*

Rédacteur technique ♦ *Gábor Fodor*

Coordinateur de la publication ♦ *István Pelyach*

Traduit par ♦ *Anna Kampis*

Révisé en langue française par ♦ *Marc Duvignau*

Date d'achèvement de la rédaction de la publication : 31 mai 2024



© Auteurs

© Office de l'Assemblée nationale hongroise, 2024

Éditeur responsable ♦ *György Such*, directeur général de l'Office de l'Assemblée nationale hongroise

Cette publication a été rédigée en relation avec la présidence hongroise du Conseil de l'UE,
pour les événements interparlementaires réalisés
dans le cadre de la coopération parlementaire.

Tous droits réservés. Toute copie, reproduction ou stockage
dans un système de traitement de données
nécessite l'accord écrit préalable de l'éditeur.

ISBN 978-615-6704-09-2

SOMMAIRE

◆ AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT	5
◆ L'ASSEMBLÉE NATIONALE HONGROISE	7
◆ LE SYSTÈME DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES	8
◆ LES DIFFÉRENTS DOMAINES POLITIQUES LIÉS AUX ÉVÉNEMENTS PARLEMENTAIRES	
◆ Liste des abréviations	13
◆ Compétitivité	14
◆ Démographie	16
◆ Processus d'élargissement	18
◆ Migration irrégulière	20
◆ Politique de défense	22
◆ Politique de cohésion	24
◆ Budget de l'UE et instrument pour la relance	26
◆ Patrimoine culturel et diversité	28
◆ SOURCES	30
◆ LEXIQUE	33

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

La Hongrie assurera l'honorable mission de la présidence du Conseil de l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2024, pour la deuxième fois depuis le premier semestre 2011. L'année 2024 est particulièrement importante car nous fêtons le 20ème anniversaire de l'adhésion européenne de la Hongrie et neuf autres pays. 2024 est également une année marquante pour l'UE, alliance volontaire d'États membres souverains et égaux, car elle marque un changement dans le cycle institutionnel de l'UE. Pour la présidence hongroise, il est essentiel d'assurer une transition en douceur vers le prochain cycle législatif de l'UE, tout en maintenant l'équilibre entre les institutions européennes en conformité avec les Traités, en respectant le principe de subsidiarité et en renforçant le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel de l'UE. La Hongrie a l'intention d'agir en tant qu'intermédiaire honnête dans le cadre de la présidence de l'UE en tenant compte des intérêts de tous les États membres.

Au cours de la présidence hongroise de l'UE, l'Assemblée nationale hongroise mettra l'accent sur le renforcement de la coopération interparlementaire en utilisant les événements parlementaires de la présidence de l'UE comme principal outil. Dans l'ensemble, l'Assemblée nationale hongroise vise à garantir que les parlements nationaux, en tant que gardiens de la souveraineté populaire, puissent jouer un rôle plus important dans l'influence des politiques européennes.

En 2024, nous organisons six événements interparlementaires liés à la présidence hongroise de l'UE : cinq se dérouleront au sein du Parlement et un aura lieu à Bruxelles. La série des événements, comme d'habitude commencera par la réunion des présidents des délégations de la Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (COSAC). Le prochain événement qui se tiendra à Budapest sera la conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Celui-ci sera suivi par la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (SCEG) ainsi que par la LXXIIème session plénière de la COSAC. La réunion du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol, organisée conjointement avec le Parlement européen, aura lieu à Bruxelles. La série d'événements de l'année 2024 se terminera par une conférence sur le patrimoine culturel et l'identité des minorités nationales traditionnelles au Parlement.

En tant que parlement national du pays assurant la présidence du Conseil au cours du second semestre de 2024, l'Assemblée nationale hongroise assumera, pendant un an, le rôle de la présidence ainsi appelé de coordination, chargée de soutenir la coopération des présidents des parlements au sein de l'UE. Dans ce cadre, nous organiserons aussi des événements parlementaires en 2025 : la Conférence des présidents des Parlements de l'UE se tiendra à Budapest, préparée par la réunion des secrétaires généraux des Parlements de l'Union Européenne.

Nous pensons que les thèmes des conférences, tout en s'alignant sur les thématiques phares de la présidence hongroise de l'UE, refléteront les défis les plus aigus auxquels l'Europe et l'Union européenne sont confrontés. Nous aborderons, entre autres, des questions telles que le renforcement de la compétitivité ; les changements démographiques en Europe ; les défis liés à l'avancement du processus d'élargissement ; la migration irrégulière, avec un regard particulier sur la dimension extérieure ; la politique européenne de défense ; l'avenir de la politique de cohésion ; ainsi que le budget de l'UE et la facilité pour la reprise. Nous consacrerons un événement spécial au patrimoine culturel, à la diversité et à l'identité des minorités nationales traditionnelles, qui sont essentiels à notre existence, aux peuples de notre continent et à notre avenir. Notre publication d'infographie intitulée *l'Assemblée nationale hongroise et la présidence de l'UE* a un double objectif. D'une part, elle présente l'Assemblée nationale hongroise et son système de commissions et, d'autre part, elle donne un aperçu de huit domaines politiques différents liés aux événements parlementaires de la présidence hongroise de l'UE.

Je nourris l'espoir que notre publication donnera des informations utiles aux échanges des différents points de vue parlementaires et permettra une meilleure connaissance de l'Assemblée nationale hongroise.



László Kövér
Président de l'Assemblée
nationale hongroise

L'ASSEMBLÉE NATIONALE HONGROISE

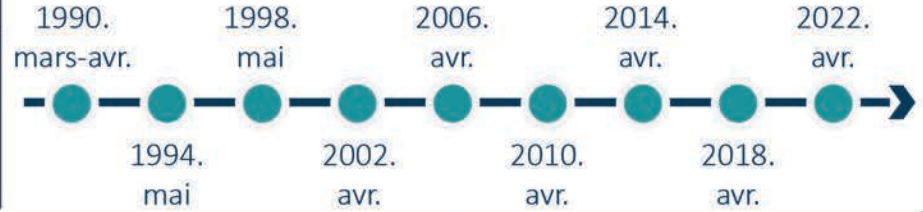


ORSZÁGGYŰLÉS

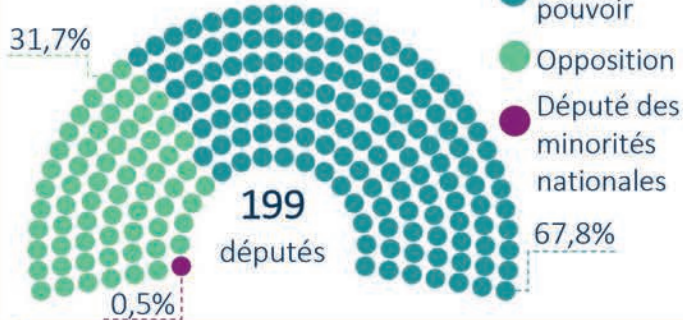


www.parlament.hu

CHRONOLOGIE DES ÉLECTIONS DEPUIS LE CHANGEMENT DE RÉGIME



COMPOSITION DU PARLEMENT



NOMBRE D'HABITANTS PAR DÉPUTÉ

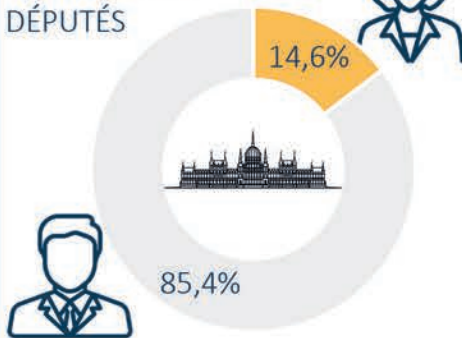
48 240 habitants



REPRÉSENTATION DES MINORITÉS NATIONALES



LA PARITÉ FEMMES – HOMMES DES DÉPUTÉS



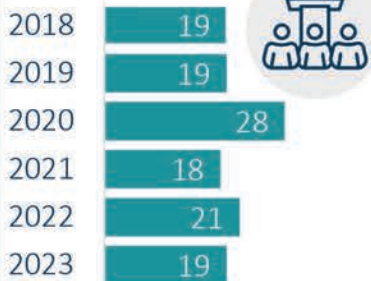
AGE MOYEN DES DÉPUTÉS

54

NOMBRE DE GROUPES PARLEMENTAIRES



NOMBRE DE SÉANCES PLÉNIÈRES

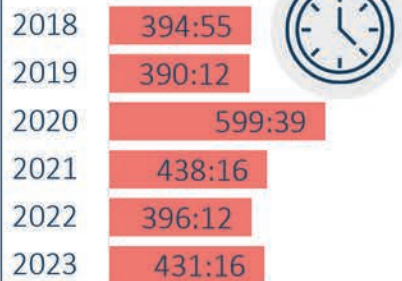


NOMBRE DE JOURS DE SÉANCE



DURÉE DE SÉANCES

Heure:minute



NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES



Le nombre d'habitants par député a été calculé sur la base de la population au 1er janvier 2023, telle que publiée par l'Office central de statistiques.

Les autres graphiques reflètent la situation au 31 décembre 2023. Les données des graphiques concernant le nombre de séances plénières et de jours de séance, la durée de séances et le nombre de lois adoptées, avant et après la séance inaugurale, sont agrégées pour les années électorales 2018 et 2022.

LE SYSTÈME DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Député du parti au pouvoir



Président du parti au pouvoir



Député de l'opposition



Président de l'opposition



Député des minorités nationales

COMMISSIONS PERMANENTES

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE

développement économique **18 membres**
 protection des consommateurs achats publics
 informatique énergétique construction
 politique de l'habitat régulation financière
 affaires de la Cour des comptes
 transport tourisme
 aides européennes liées au développement régional



COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

éducation enseignement **18 membres**
 aides européennes au service de la culture et de l'enseignement culture sport



COMMISSION DU BUDGET

budget de l'Etat **16 membres**
 les sous-systèmes des finances publiques
 budget des collectivités locales



COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

politique sociale et familiale **15 membres**
 départ de la jeunesse dans la vie active
 personnes âgées
 santé aides européennes au service des affaires sociales et de la santé



COMMISSION DE L'AGRICULTURE

agriculture **12 membres**
 gestion de l'eau
 sécurité alimentaire
 subventions agricoles de l'UE



COMMISSION DE LA JUSTICE

affaires constitutionnelles **12 membres**
 affaires civiles droits de l'homme religion
 administration publique collectivités locales
 interprétation des dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée nationale



COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

relations internationales **12 membres**
 stratégie de la politique étrangère
 missions diplomatiques



COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES

droit européen **9 membres**
 système institutionnel de l'UE
 examen de la subsidiarité
 fonds européens



COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

développement durable **9 membres**
 politique climatique
 ressources naturelles
 santé-environnement
 aides européennes au service de l'environnement



COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

développement des entreprises **9 membres**
 réglementation des entreprises
 création d'emplois protection de l'emploi
 aides européennes au service de la création d'emplois



COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE L'APPLICATION DES LOIS



application et respect des lois **9 membres**
défense nationale



COMMISSION DES IMMUNITÉS



contrôle des mandats **6 membres**
affaires d'immunité, conflits d'intérêts et questions disciplinaires



COMMISSION DE LA COHÉSION NATIONALE



politique nationale **9 membres**
communautés hongroises à l'étranger



COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NATIONALE



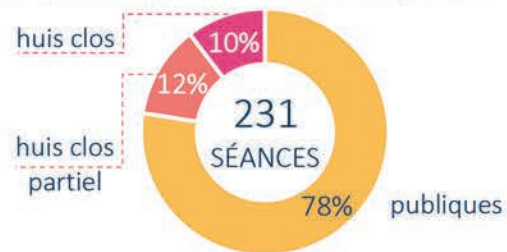
questions de sécurité nationale **6 membres**



RÉPARTITION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS PERMANENTES ENTRE LES PARTIS AU POUVOIR ET DE L'OPPOSITION



NOMBRE DE SÉANCES PUBLIQUES, À HUIS CLOS PARTIEL ET À HUIS CLOS DES COMMISSIONS PERMANENTES, 2023



COMMISSION DE LA LÉGISLATION



La plus grande commission de l'Assemblée nationale ; présidée par le vice-président responsable de la législation du Parlement.

42 membres

Sa principale mission est, tout en débattant des projets d'amendement des commissions, d'assurer la cohérence des projets de loi

et la conformité à la Loi fondamentale.

le respect des exigences techniques de la législation,



COMMISSION DES MINORITÉS NATIONALES DE LA HONGRIE



Ses membres sont les députés qui ont obtenu leur mandat de la liste des minorités et les porte-paroles des minorités nationales.

12 membres

Les 13 minorités nationales autochtones en Hongrie participent aux travaux de l'Assemblée nationale et de la Commission par l'intermédiaire d'un député ou d'un porte-parole, en fonction du nombre de voix obtenues par les listes électorales de leurs minorités nationales.

Elle représente au Parlement les intérêts et les droits des minorités nationales vivant en Hongrie.

MEMBRES ACTUELS:



1 député de la minorité (allemand) – président



11 porte-paroles des minorités nationales

arménien bulgare croate grec polonais roumain
ruthène serbe slovaque slovène ukrainien

La minorité rom n'a pas présenté de liste de minorité lors des élections de 2022 et n'est donc pas directement représentée au sein de la commission.





LES DIFFÉRENTS DOMAINES
POLITIQUES LIÉS AUX ÉVÉNEMENTS
PARLEMENTAIRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ÉTATS MEMBRES DE L'UNION

EUROPÉENNE

(BE)	Belgique
(BG)	Bulgarie
(CZ)	Tchéquie
(DK)	Danemark
(DE)	Allemagne
(EE)	Estonie
(IE)	Irlande
(EL)	Grèce
(ES)	Espagne
(FR)	France
(HR)	Croatie
(IT)	Italie
(CY)	Chypre
(LV)	Lettonie
(LT)	Lituanie
(LU)	Luxembourg
(HU)	Hongrie
(MT)	Malte
(NL)	Pays-Bas
(AT)	Autriche
(PL)	Pologne
(PT)	Portugal
(RO)	Roumanie
(SI)	Slovénie
(SK)	Slovaquie
(FI)	Finlande
(SE)	Suède

PAYS TIERS

(AF)	Afghanistan
(AL)	Albanie
(BA)	Bosnie-Herzégovine
(BD)	Bangladesh
(BF)	Burkina Faso
(CI)	Cote d'Ivoire
(CM)	Cameroun
(CN)	Chine
(ER)	Érythrée
(GE)	Géorgie
(GN)	Guinée
(IQ)	Irak
(MA)	Maroc
(MD)	Moldavie
(ME)	Monténégro
(MK)	Macédoine du Nord
(MR)	Mauritanie
(NG)	Nigéria
(RS)	Serbie
(RU)	Russie
(SN)	Sénégal
(SY)	Syrie
(TD)	Tchad
(TN)	Tunisie
(TR)	Turquie
(UA)	Ukraine
(US)	États-Unis d'Amérique
(XK)	Kosovo [▲]

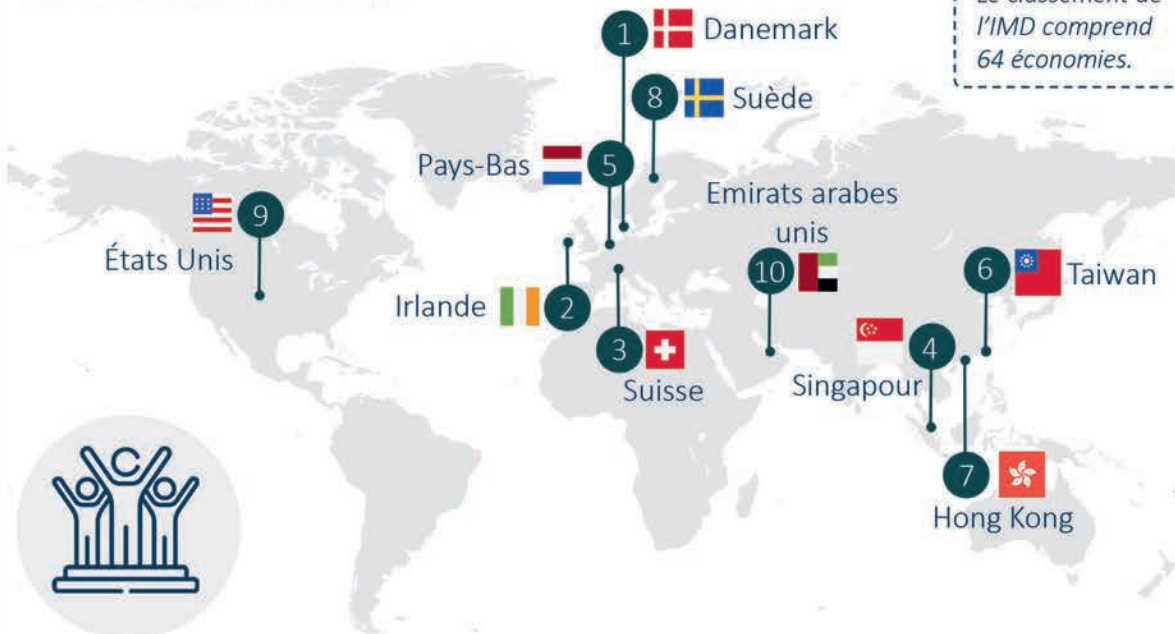
▲ L'utilisation de cette désignation dans la publication est sans préjudice quant aux positions sur le statut et est conforme à la résolution No 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

TYPES DE MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

EUAM	Mission de conseil de l'UE	EUNAVFOR	Force navale de l'UE
EUBAM	Mission d'assistance aux frontières de l'UE	EUPM	Mission de partenariat de l'UE
EUCAP	Mission de renforcement des capacités de l'UE	EUPOL COPPS	Mission de soutien à la police dans les territoires palestiniens
EUFOR	Force militaire de l'UE	EU SDI GOG	Initiative de l'UE en matière de sécurité et de défense en faveur des pays d'Afrique de l'Ouest situés dans le golfe de Guinée
EUM	Mission de l'UE		
EUMAM	Mission d'assistance militaire de l'UE		
EUMM	Mission d'observation de l'UE	EUTM	Mission de formation militaire de l'UE
EUMPM	Mission du partenariat militaire de l'UE		

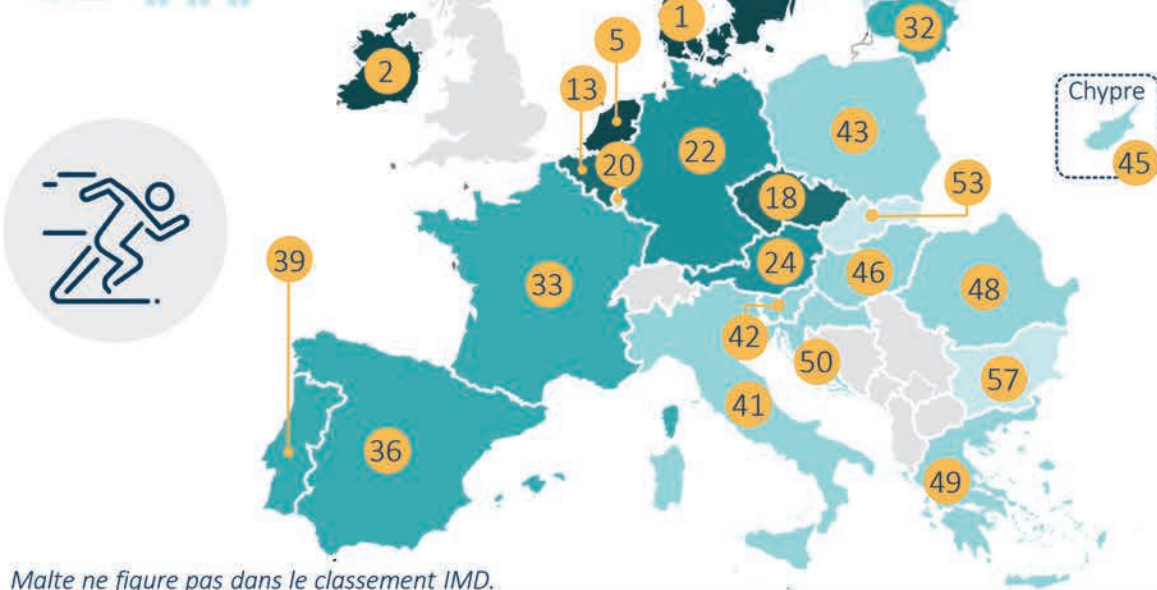
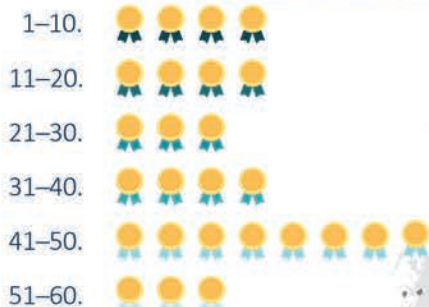
COMPÉTITIVITÉ

LES DIX ÉCONOMIES LES PLUS COMPÉTITIVES DU MONDE, 2023
Selon le classement de l'IMD



CLASSEMENT DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE DANS LE CLASSEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'IMD, 2023

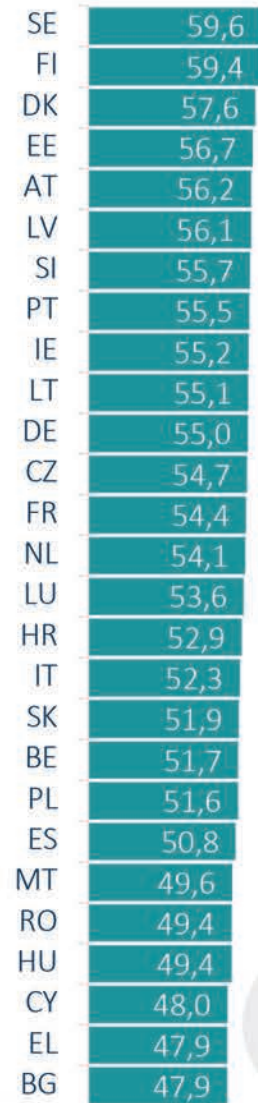
Classement Nombre d'États membres de l'UE dans cette catégorie



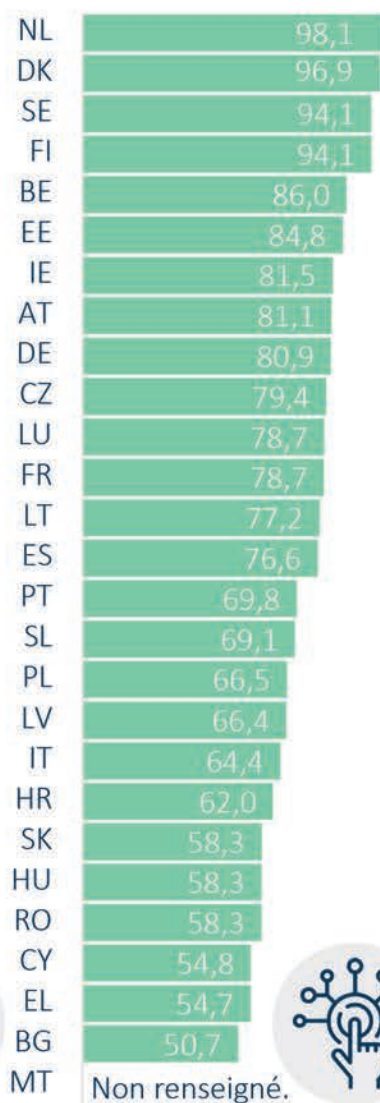
Malte ne figure pas dans le classement IMD.

LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE DANS LES CLASSEMENTS DE COMPÉTITIVITÉ GLOBALE, 2023

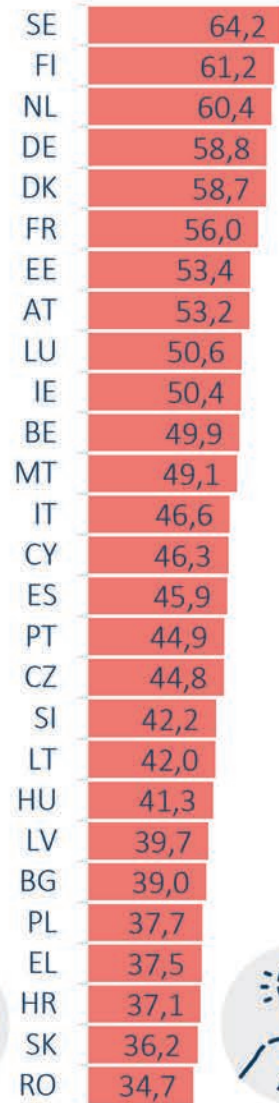
COMPÉTITIVITÉ DURABLE
Score de *Global Sustainable Competitiveness Index*



COMPÉTITIVITÉ NUMÉRIQUE
Score de *IMD World Digital Competitiveness Ranking*



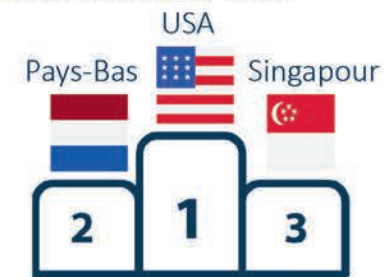
COMPÉTITIVITÉ DE L'INNOVATION
Score de *Global Innovation Index*



PAYS LES MIEUX CLASSÉS AU NIVEAU MONDIAL, 2023



- 4 Suisse
- 5 Norvège



- 4 Danemark
- 5 Suisse



- 4 Royaume-Uni
- 5 Singapour



DÉMOGRAPHIE

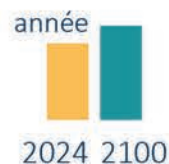
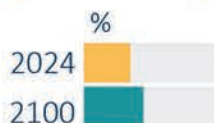
POPULATION MONDIALE PAR RÉGION

En 2024 **8,1** milliards de personnes

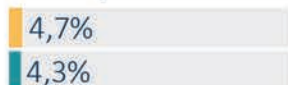
En 2100 **10,4** milliards de personnes

Poids démographique global de la région

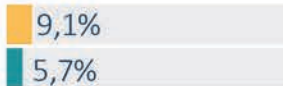
Âge médian



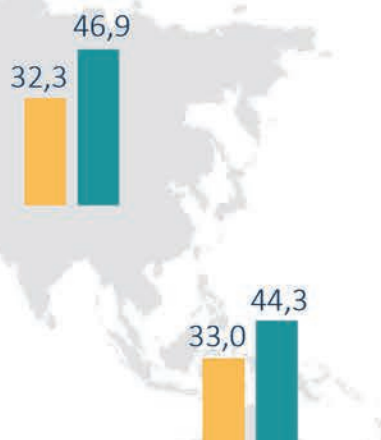
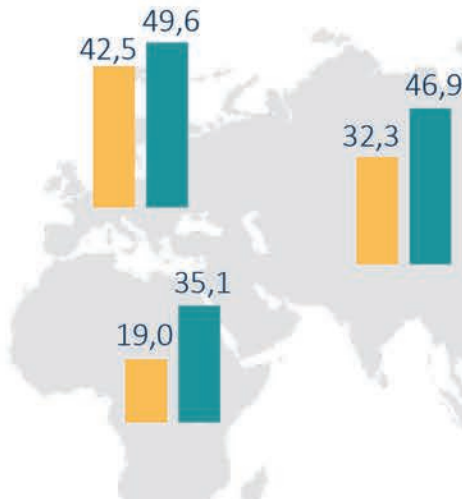
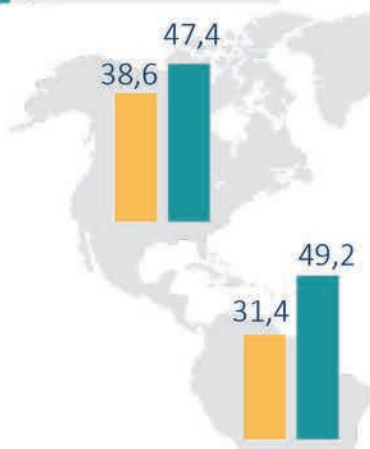
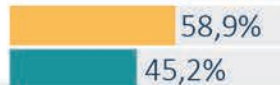
Amérique du Nord



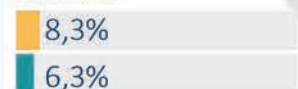
Europe



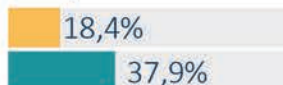
Asie



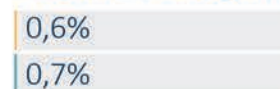
Amérique latine et les Caraïbes



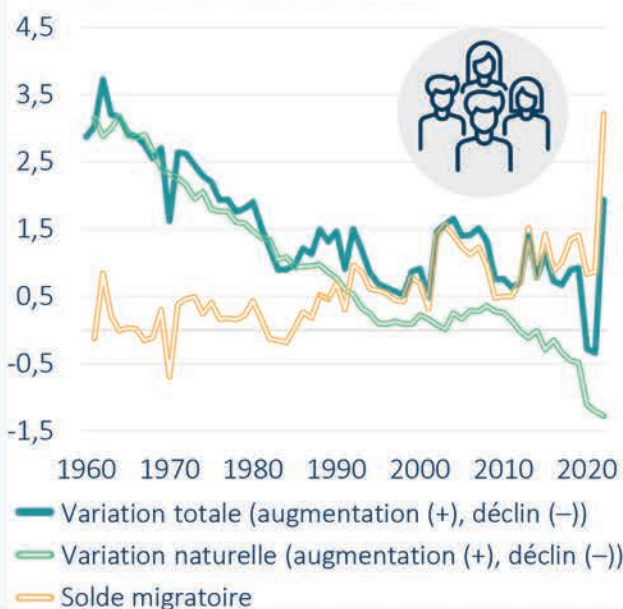
Afrique



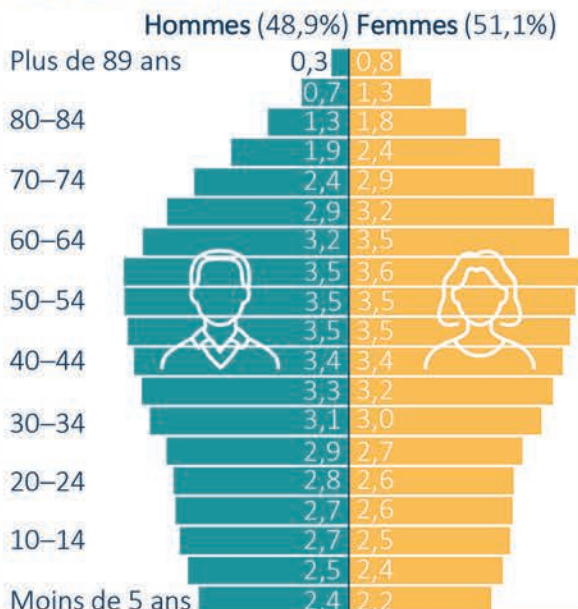
Australie et Océanie



ÉVOLUTION DE LA POPULATION DANS L'UE-27 (millions de personnes)



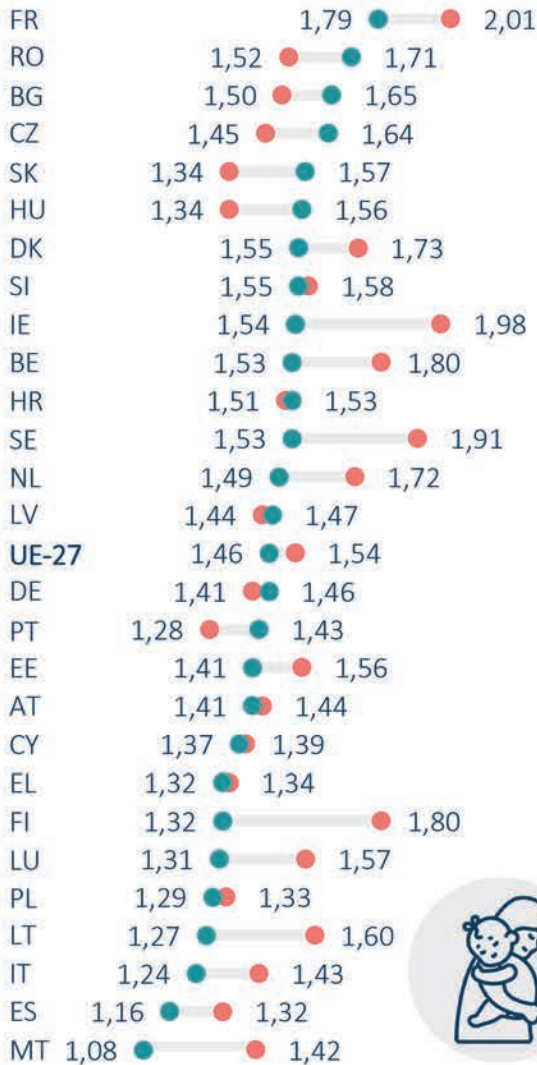
PYRAMIDE DES ÂGES DE LA POPULATION DE L'UE, 2024 (pourcentage)



INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ

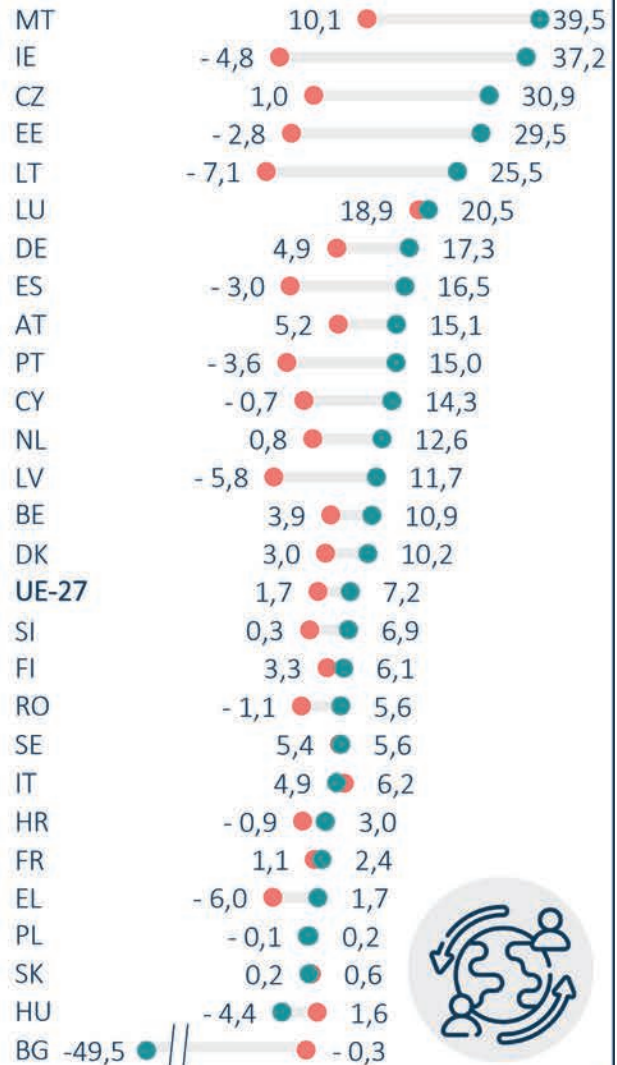
Personnes

● 2012 ● 2022



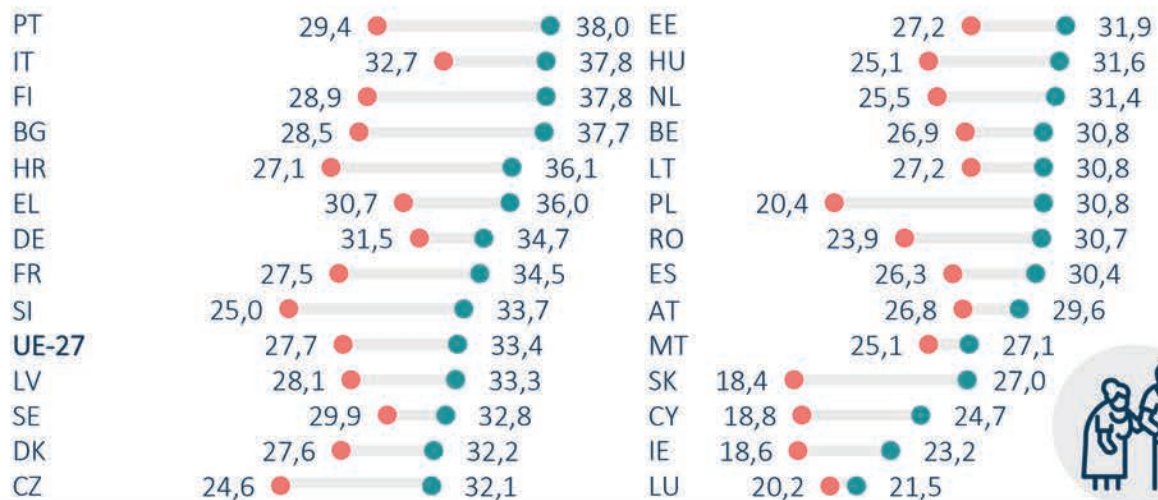
SOLDE MIGRATOIRE (par mille habitants, personnes)

● 2012 ● 2022



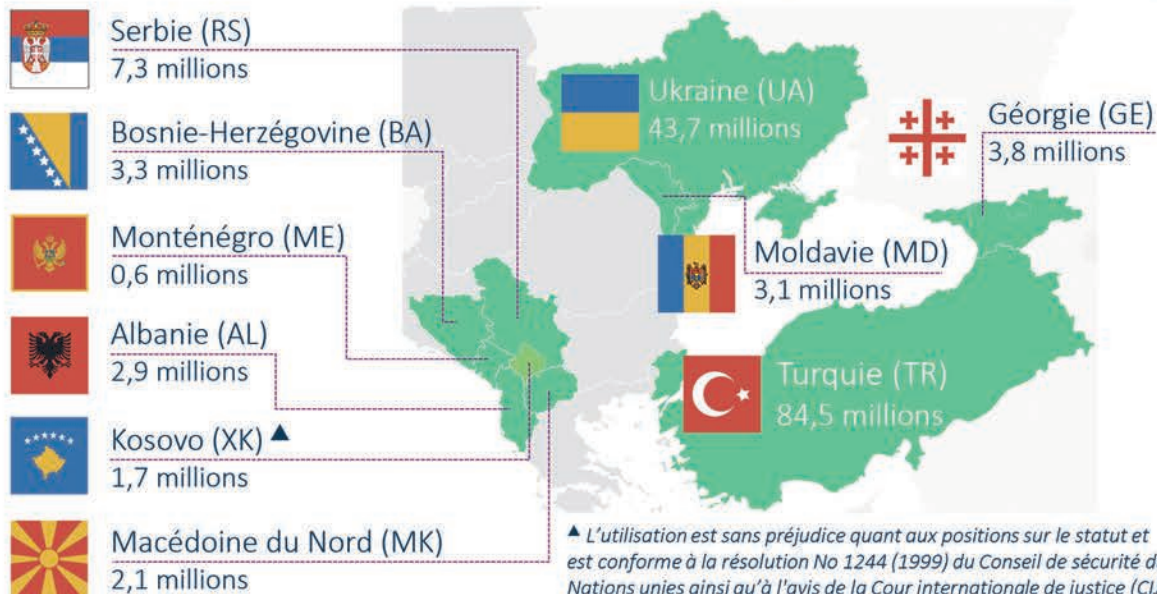
TAUX DE DÉPENDANCE DES PERSONNES ÂGÉES (pourcentage)

● 2013 ● 2023

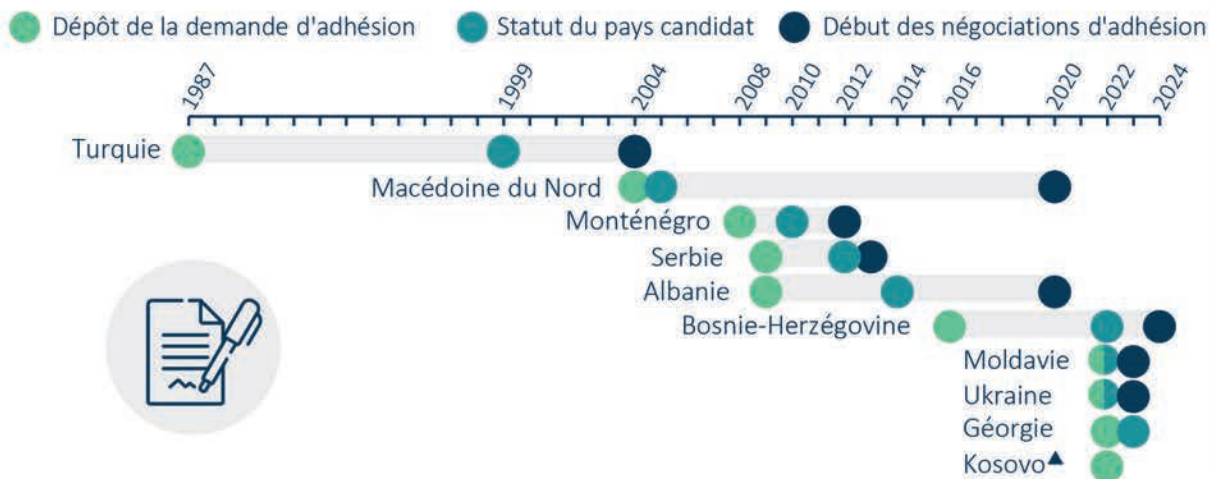


PROCESSUS D'ÉLARGISSEMENT

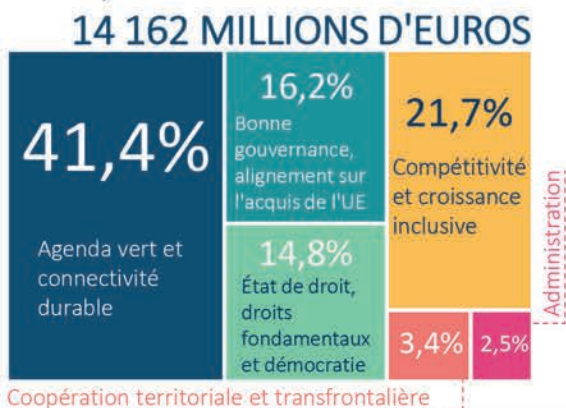
POPULATION DES PAYS CANDIDATS ET CANDIDATS POTENTIELS, 1ER JANVIER 2021 (personnes)



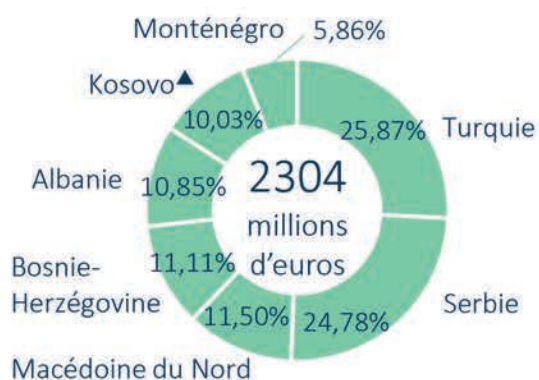
CHRONOLOGIE DU PROCESSUS D'ADHÉSION



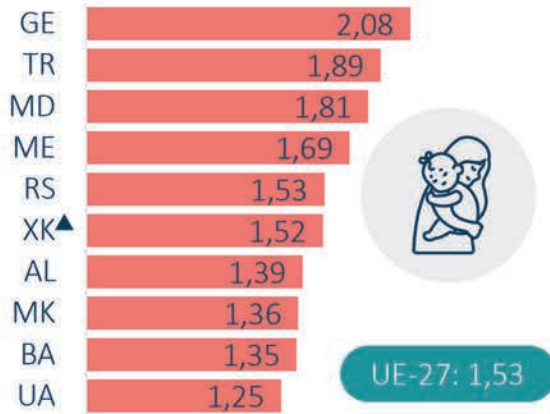
RÉPARTITION PROPOSÉE DE L'INSTRUMENT D'AIDE DE PRÉADHÉSION (IAP III) PAR PRIORITÉ, 2021-2027



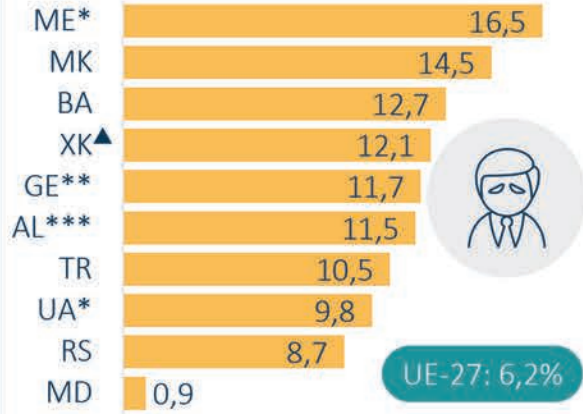
RÉPARTITION DES SUBVENTIONS DE L'IAP III ENTRE LES PAYS, 2021-2023



INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ, 2021 (personnes)

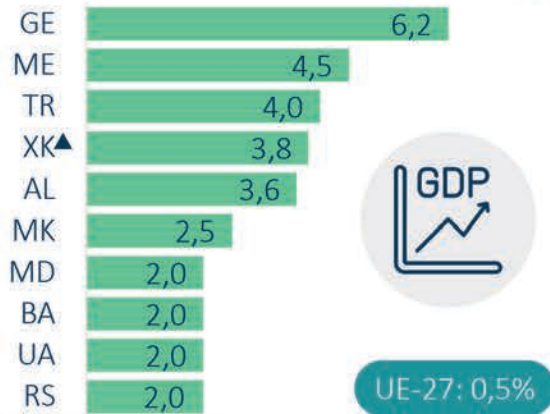


TAUX DE CHÔMAGE, POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS, 2022 (pourcentage)



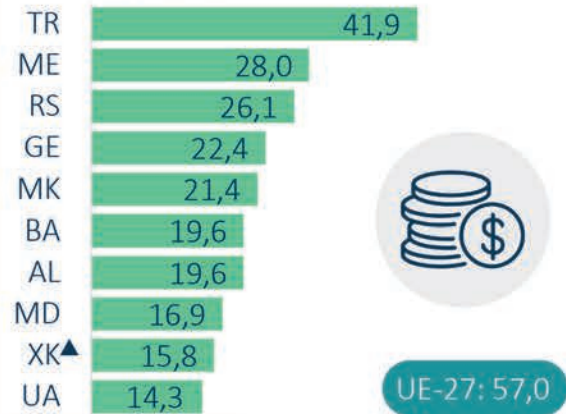
*ME, UA: 2021; **GE: 2020; ***AL: 2019

VARIATION DU PIB EN VOLUME PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, 2023* (pourcentage)



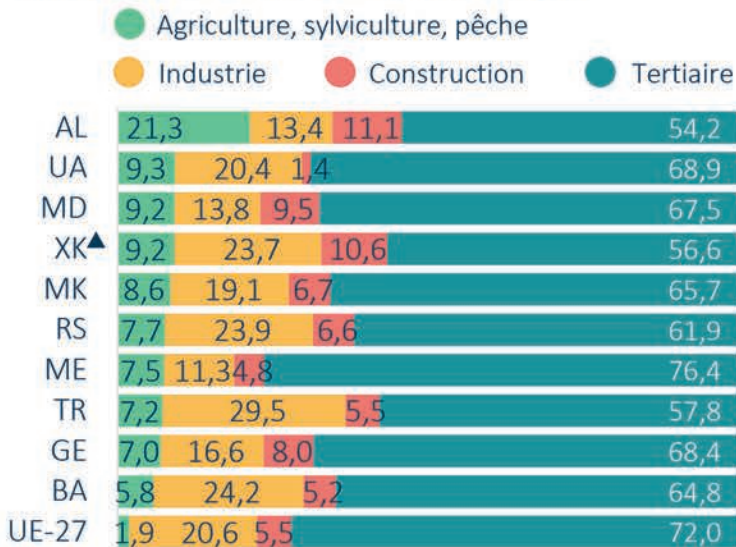
* données estimées

PIB PAR HABITANT (PPA), 2023* Mille USD/habitant

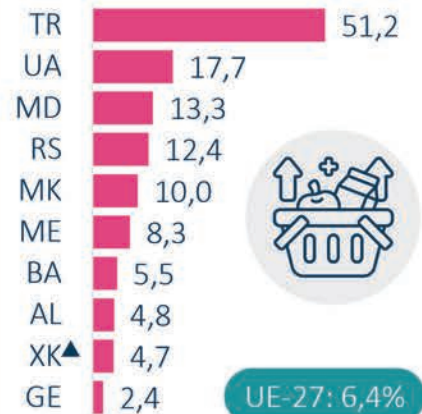


* données estimées

RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, 2022 (pourcentage)



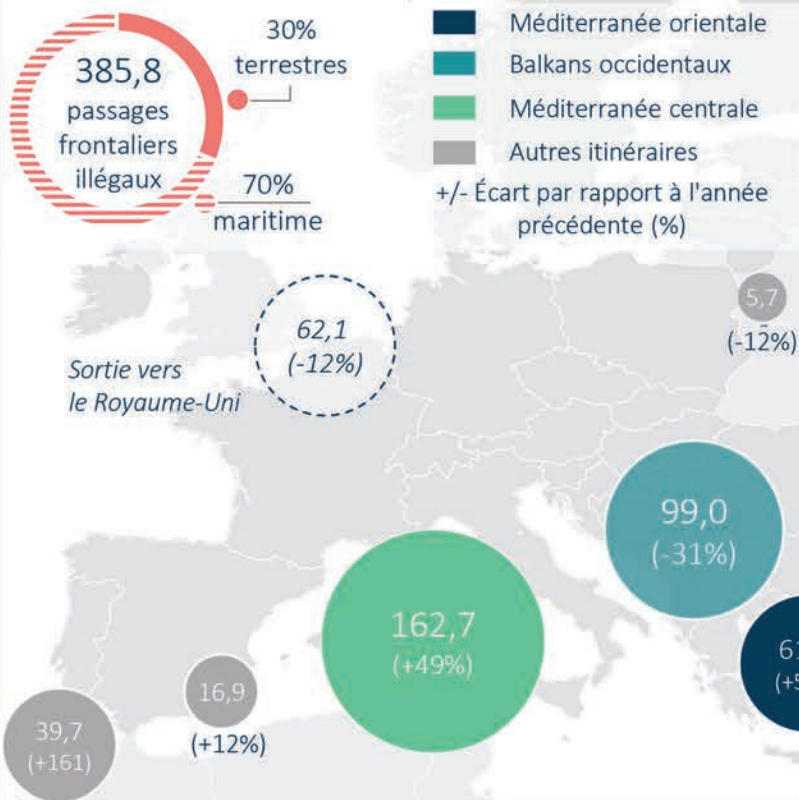
ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, 2023* (pourcentage)



* données estimées

MIGRATION IRRÉGULIÈRE

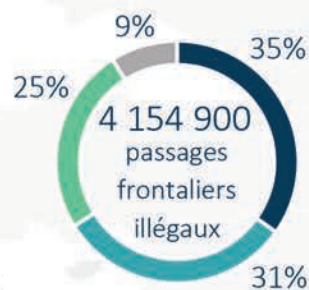
NOMBRE DE PASSAGES FRONTALIERS ILLÉGAUX AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE PAR LES PRINCIPALES ROUTES MIGRATOIRES, 2023 (en milliers)



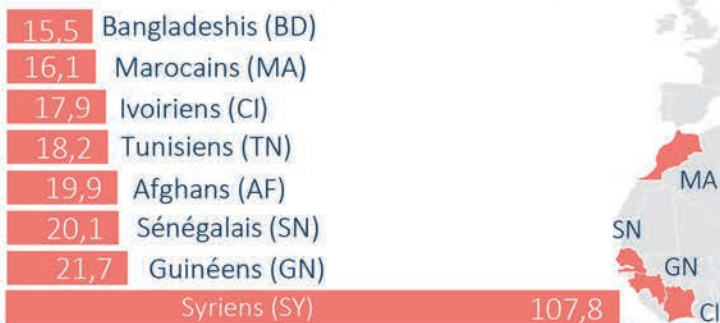
Passages frontaliers illégaux, 2014–2023 (en milliers)



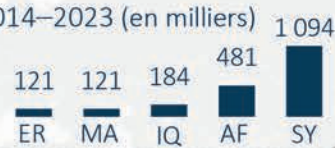
Passages frontaliers illégaux par itinéraire, 2014–2023



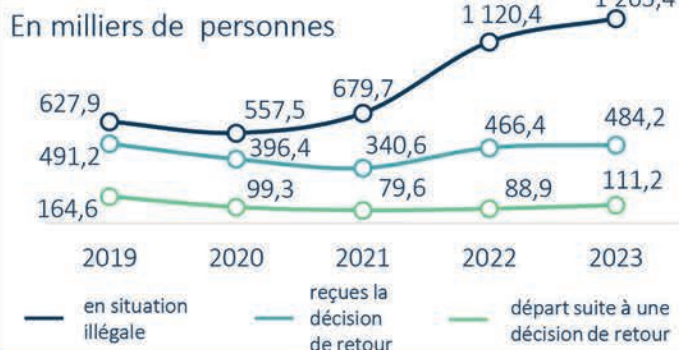
PASSAGES ILLÉGAUX AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE, PAR NATIONALITÉ, 2023 (en milliers ; si supérieur à 15 mille)



Par principale nationalité, 2014–2023 (en milliers)



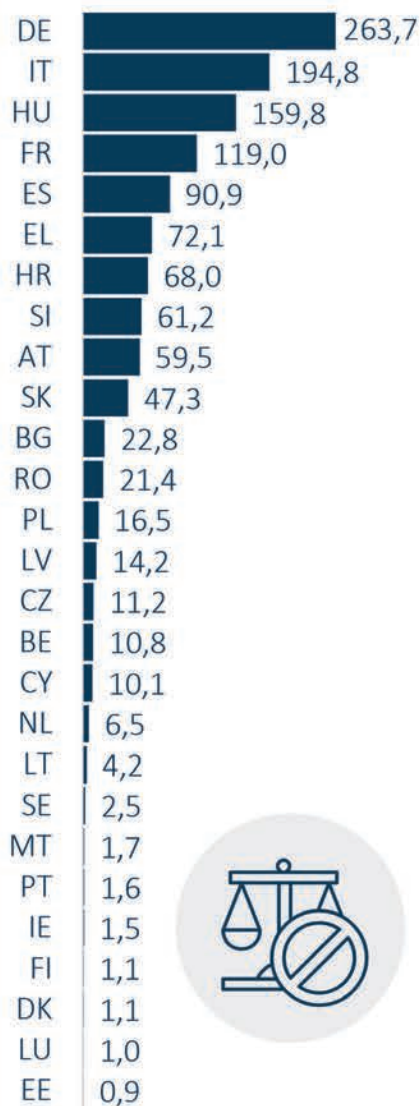
SÉJOUR IRRÉGULIER DANS L'UNION EUROPÉENNE, 2018–2023



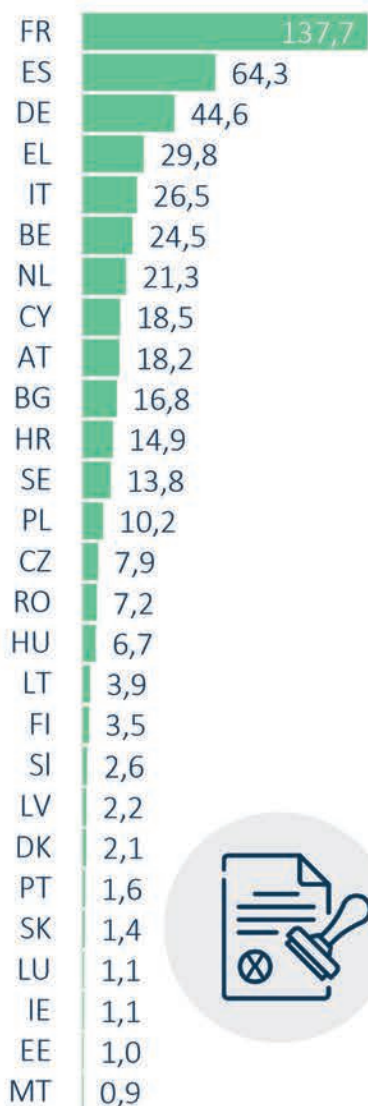
PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE DANS L'UE PAR NATIONALITÉ, 2023



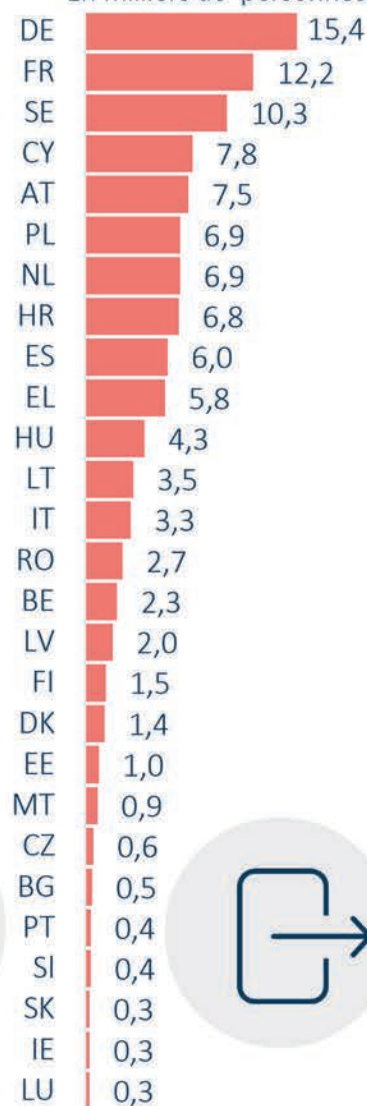
PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE, 2023
En milliers de personnes



PERSONNES AYANT REÇU LA DÉCISION DE RETOUR, 2023
En milliers de personnes

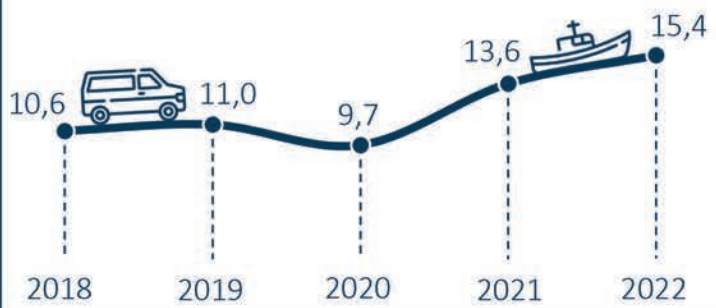


PERSONNES AYANT RETOURNÉ SUITE À UNE DÉCISION DE RETOUR, 2023
En milliers de personnes

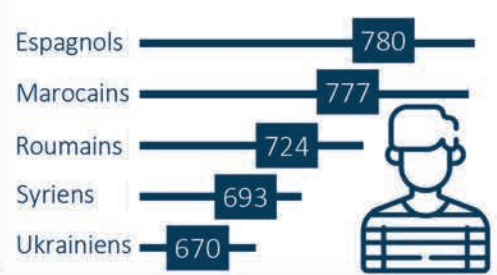


PLUS DE 90 % DES MIGRANTS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ARRIVANT DANS L'UE FONT APPEL À DES PASSEURS. DEUX TIERS D'ENTRE EUX NE SATISFONT PAS AUX CRITÈRES D'ASILE ET DOIVENT ÊTRE RENVOYÉS.

NOMBRE DE PASSEURS ARRÊTÉS, UE-27
En milliers de personnes

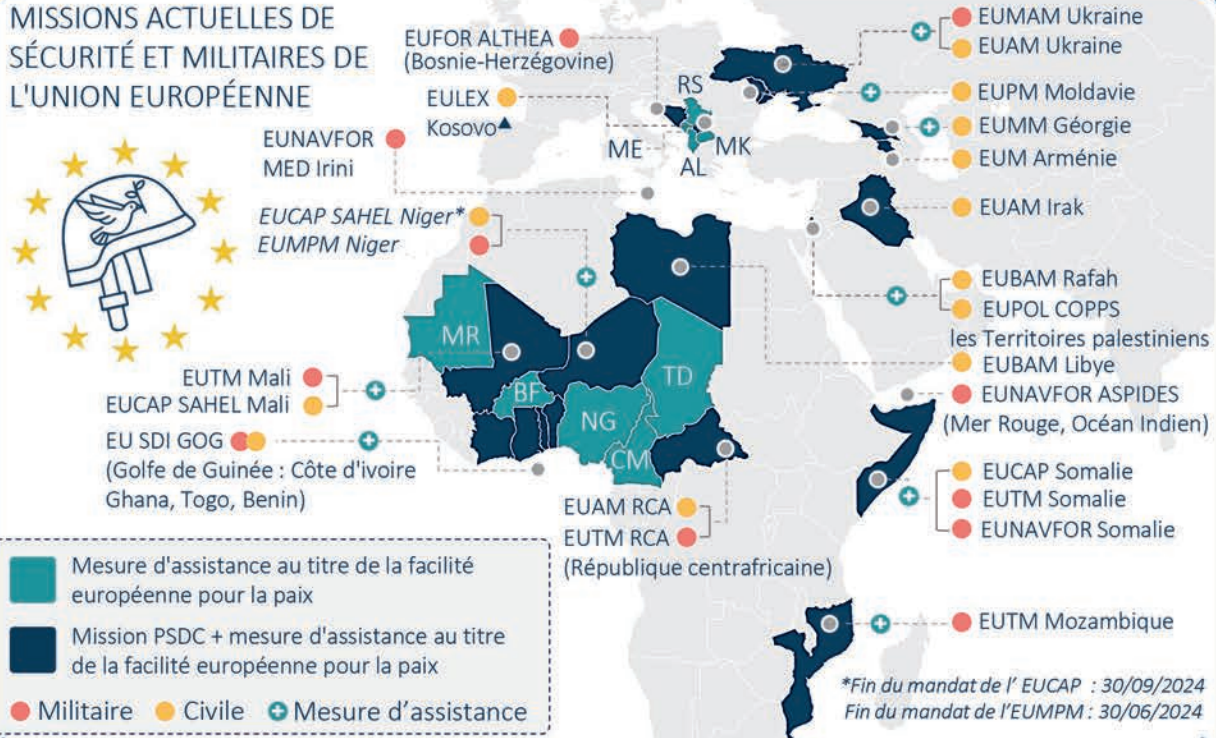


NOMBRE DE PASSEURS ARRÊTÉS PAR NATIONALITÉ, UE-27, 2022
Effectifs (pour les cinq premiers pays)



POLITIQUE DE DÉFENSE

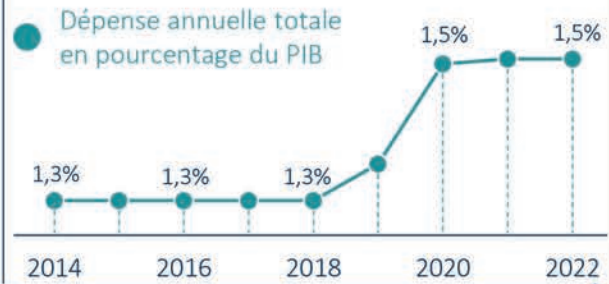
MISSIONS ACTUELLES DE SÉCURITÉ ET MILITAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE



PLAFOND FINANCIER ET RESSOURCES MOBILISÉES DE LA FACILITÉ EUROPÉENNE POUR LA PAIX, 2021-2024



DÉPENSES DE DÉFENSE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE



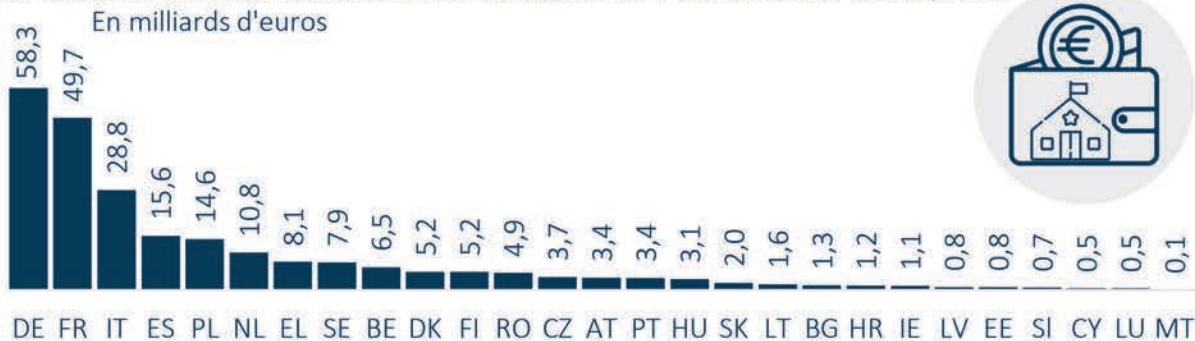
LES QUATRE PLUS IMPORTANTS BUDGETS DE DÉFENSE DANS LE MONDE, 2022

En milliards d'euros

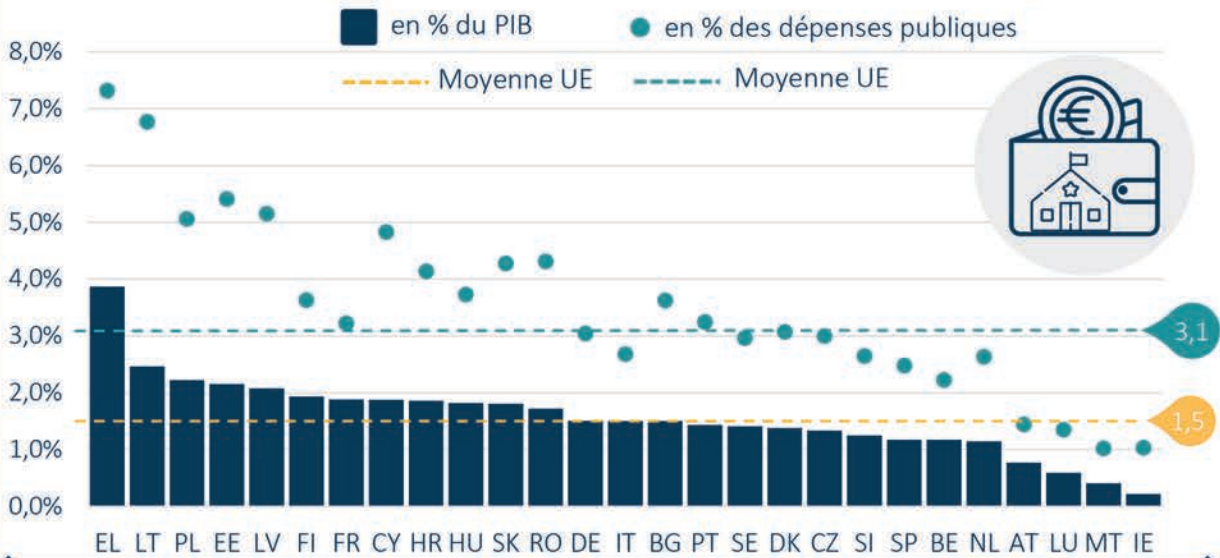


DÉPENSES DE DÉFENSE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, 2022

En milliards d'euros

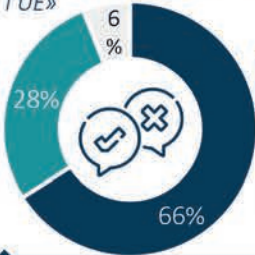


DÉPENSES DE DÉFENSE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, 2022

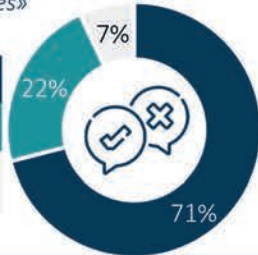


ENQUÊTE EUROBAROMÈTRE, PRINTEMPS 2024 (UE-27)

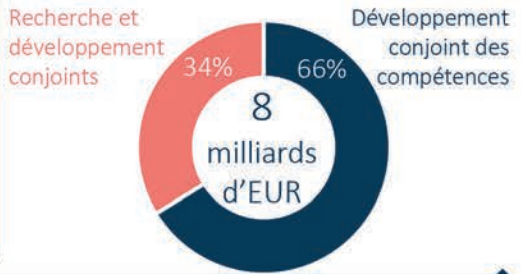
«Le budget de la défense devrait être augmenté dans l'UE»



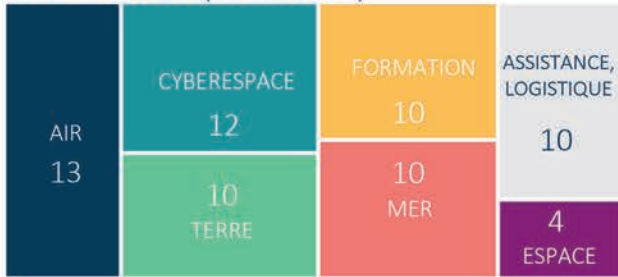
«L'UE doit renforcer ces capacités de production d'équipements militaires»



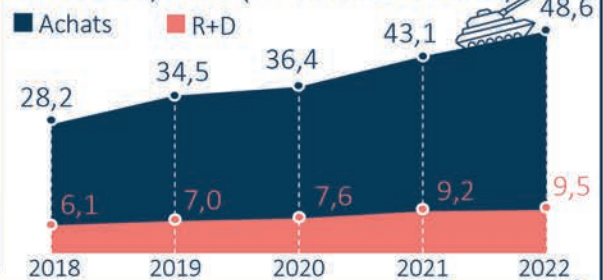
L'ENVELOPPE DU FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE 2021-2027



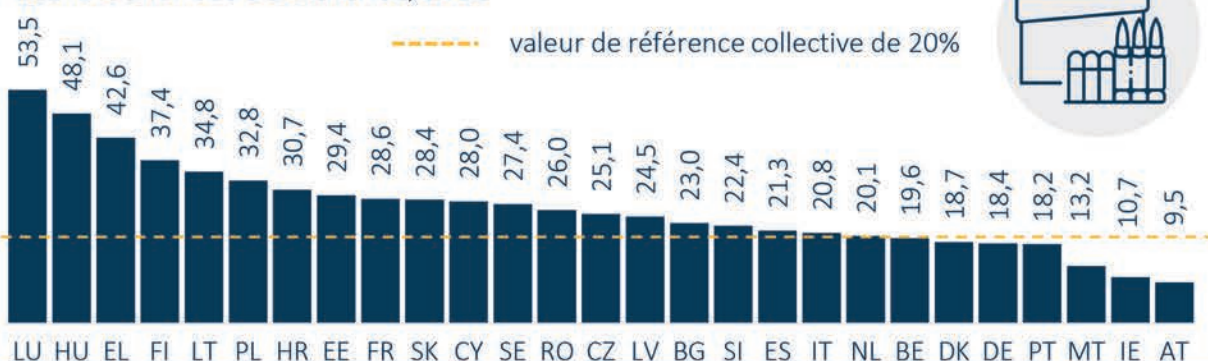
PROJETS PESCO EN COURS PAR ZONE D'OPÉRATION (en nombre)



INVESTISSEMENTS POUR LA DÉFENSE DANS L'UE, 2022 (en milliards d'euros)



DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES PAYS DE L'UE EN POURCENTAGE DE LEURS DÉPENSES DE DÉFENSE, 2022



POLITIQUE DE COHÉSION

La politique de cohésion de l'Union européenne soutient les investissements qui réduisent les disparités régionales et favorisent le développement régional à long terme.

CATÉGORIES DES RÉGIONS DU FEDER (FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL) ET DU FSE+ (FONDS SOCIAL EUROPÉEN PLUS) (NUTS 2)



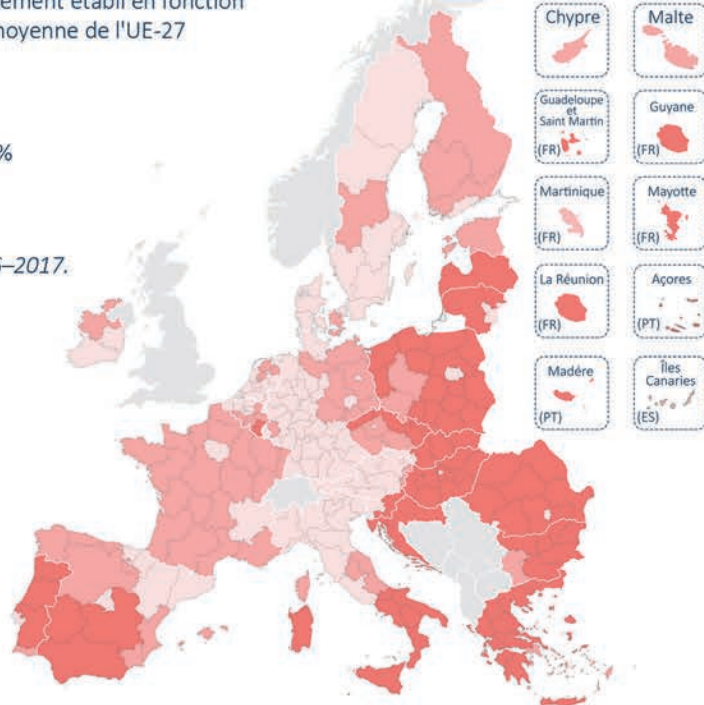
2021–2027

Classement des régions par niveau de développement établi en fonction de leur PIB par habitant (SPA) par rapport à la moyenne de l'UE-27

- Régions moins développées : < 75%
- Régions en transition : 75–100%
- Régions plus développées : 100% <

PIB par habitant moyenne annuelle 2015–2016–2017.

Bien que la politique de cohésion couvre toutes les régions de l'UE, les financements sont principalement destinés aux régions les moins développées.



CATÉGORIES DES ÉTATS MEMBRES À L'ÉGARD DU FONDS DE COHÉSION



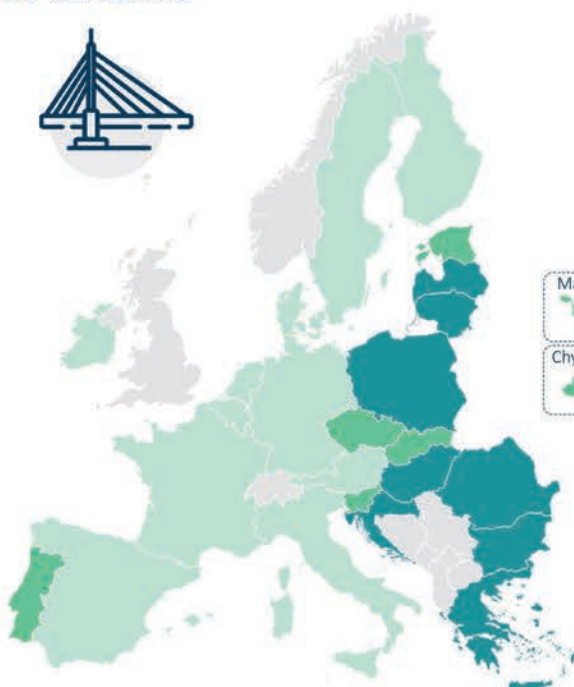
2021–2027



Classement des États membres en fonction du RNB par habitant rapporté à la valeur moyenne de l'UE-27

- États membres moins développés : < 75%
- États membres moyennement développés : 75–89%
- États membres très développés : 90% ≤

RNB par habitant moyenne annuelle 2015–2016–2017.



Les États membres moins développés ou moyennement développés peuvent bénéficier du Fonds de cohésion.

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION 2021-2027



Une Europe plus compétitive et plus intelligente



Une Europe plus verte et à faible émission de CO2



Une Europe plus connectée

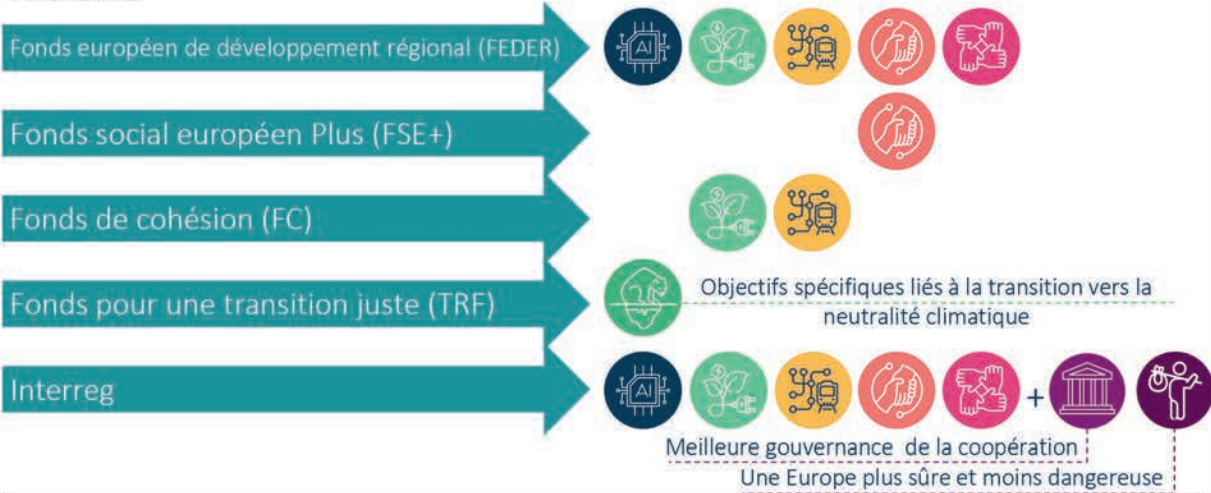


Une Europe plus sociale et plus inclusive

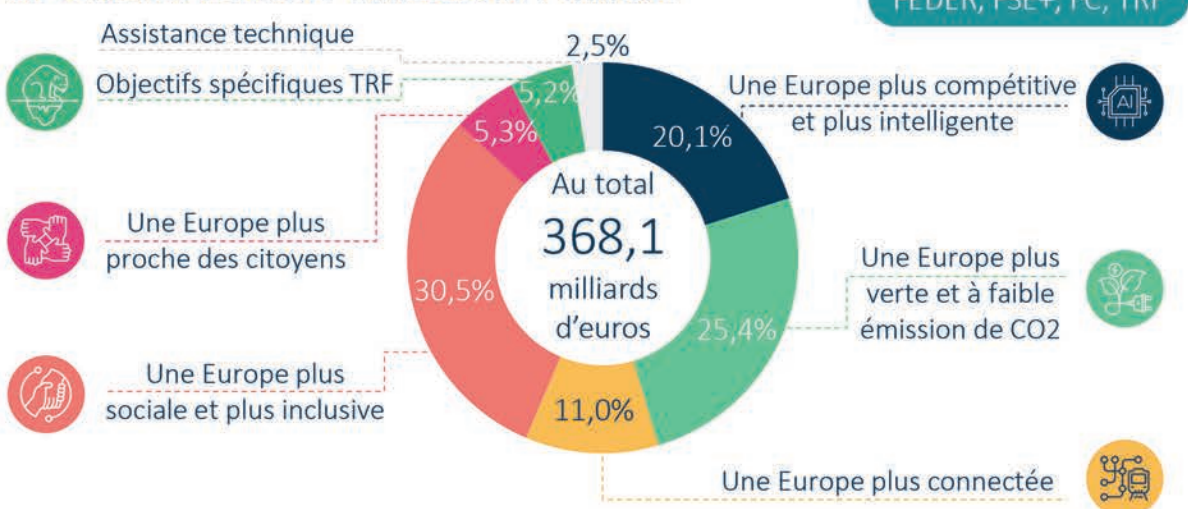


Une Europe plus proche des citoyens

LES FONDS FINANCIERS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION ET LES OBJECTIFS POLITIQUES FINANCÉS



RÉPARTITION DU BUDGET PRÉVU DE L'UE POUR LA POLITIQUE DE COHÉSION 2021-2027 PAR OBJECTIF POLITIQUE



AUTRES FONDS FINANCIERS LIÉS À LA POLITIQUE DE COHÉSION



FSI (Fonds pour la sécurité intérieure)



FAMI (Fonds asile, migration et intégration)



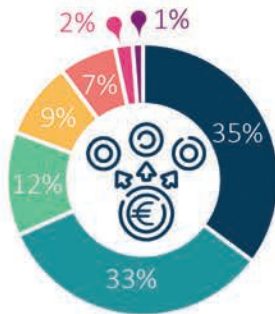
IGVF (L'instrument de gestion financier de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas)



FEAMPA (Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture)

BUDGET DE L'UE ET INSTRUMENT POUR LA RELANCE

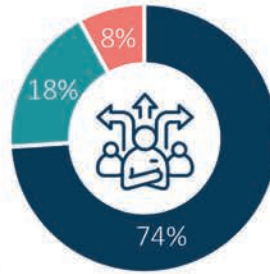
DÉPENSES AU TITRE DU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021–2027
1074 milliards d'euros*



- Cohésion, résilience, valeurs
- Ressources naturelles, environnement
- Marché unique, innovation et économie numérique
- Voisinage et monde
- Administration publique européenne
- Migration et gestion des frontières
- Sécurité et défense

*aux prix de 2018

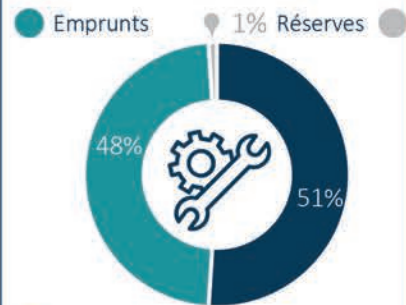
EXÉCUTION DU BUDGET ET SES ACTEURS



- Gestion partagée : la Commission européenne (CE) et les autorités des États membres
- Mise en œuvre directe : la CE, ses agences exécutives et ses délégations
- Gestion indirecte : personnes tierces, organismes (par exemple, pays tiers, organisations internationales, agences, BEI, organisations des États membres)

PROGRAMME D'AIDE À LA RELANCE DE L'UE (NGEU)

750 milliards d'euros*

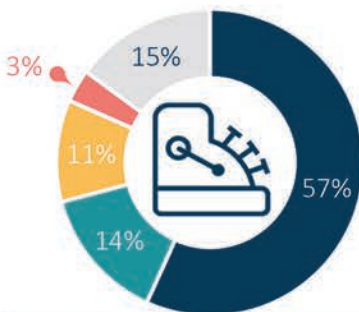


- Les instruments de soutien financier et leur répartition
 - Reprise et résilience 81,3%
 - Programmes structurels et de cohésion 12,4%
 - Programmes verts 2,6%
 - Développement rural 2,0%
 - Recherches et innovation 1,3%
 - Protection civile 0,5%

*aux prix de 2018

COMPOSITION DES RECETTES DE L'UE (Y COMPRIS LES RESSOURCES PROPRES), 2022 (HORS NGEU)

Autres recettes €



Ressources propres :

- € Ressource propre fondée sur le RNB
- € Douanes
- € Ressource propre fondée sur la TVA
- € Ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique



Nouvelles ressources propres prévues

- Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières
- Redevance numérique
- Ressources propres basées sur le SCEQE
- Taxe sur les transactions financières
- Contribution financière liée au secteur des entreprises
- Nouvelle assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés

CALENDRIER POUR L'ADOPTION DU BUDGET ANNUEL

La Commission européenne présente son projet de budget



Le Conseil de l'UE adopte sa position et la présente au Parlement européen.



Le Parlement approuve le projet ou propose des amendements. Une fois approuvé, le budget est considéré comme adopté.

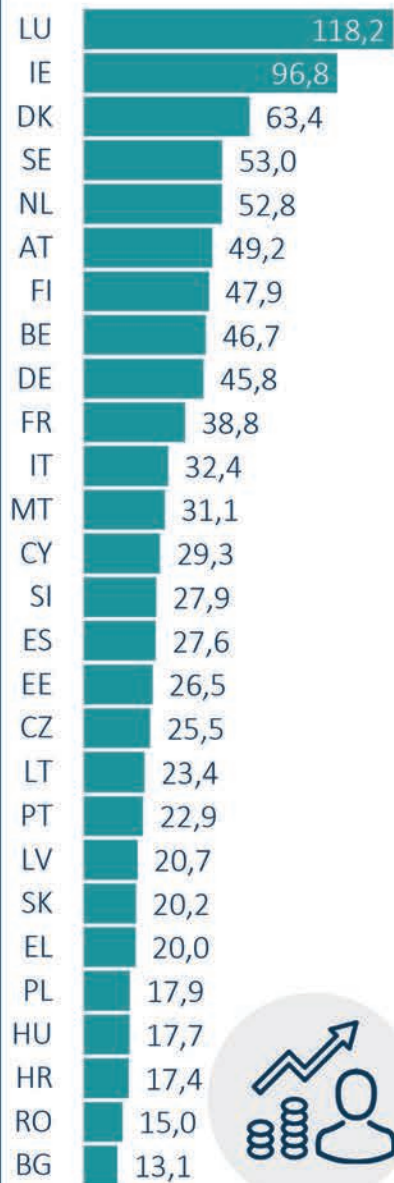


1er septembre

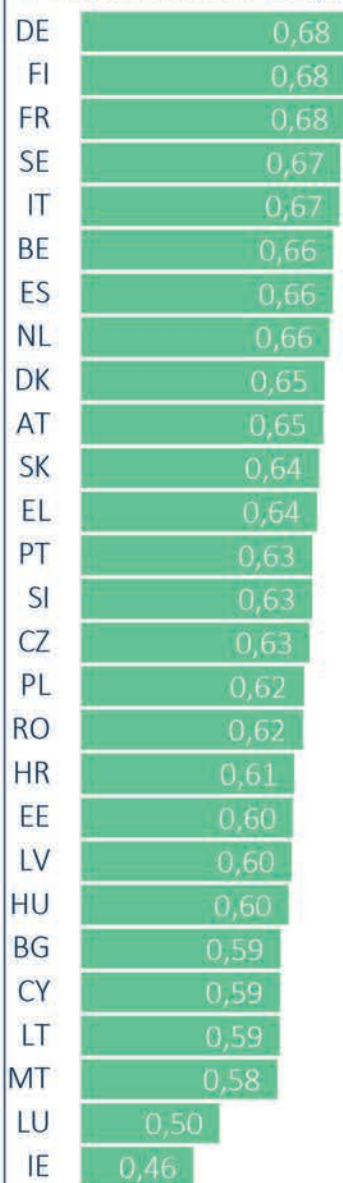
1er octobre

Dans les 42 jours

RNB PAR HABITANT DES ÉTATS MEMBRES, 2022



RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE RNB EN POURCENTAGE DU RNB, 2022



ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX ÉTATS MEMBRES EN POURCENTAGE DU RNB, 2022



En l'absence de budget adopté, 1/12 du budget de l'année précédente peut être utilisé chaque mois.

Le Conseil adopte les amendements ou le comité de conciliation se réunit et élabore un projet commun.

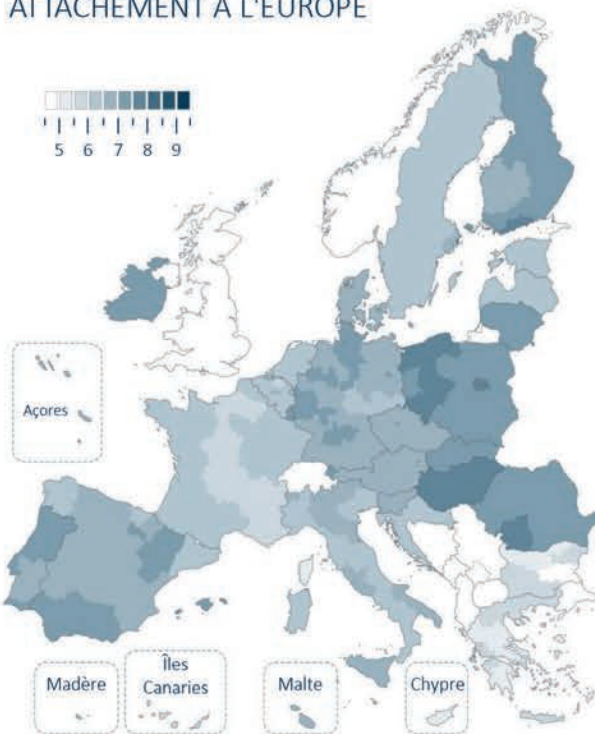
Le Conseil et le Parlement approuvent le projet commun ou en soumettent un nouveau.



PATRIMOINE CULTUREL ET DIVERSITÉ

La diversité culturelle et linguistique est une caractéristique fondamentale de l'européanité. Alors que les idéologies totalitaires du siècle dernier cherchaient l'homogénéisation, l'UE et les sociétés européennes sont aujourd'hui fondées sur la diversité. Dans cette Europe, les cultures et les identités particulières des nations, voire des régions, constituent un moyen de compréhension et de respect mutuels.

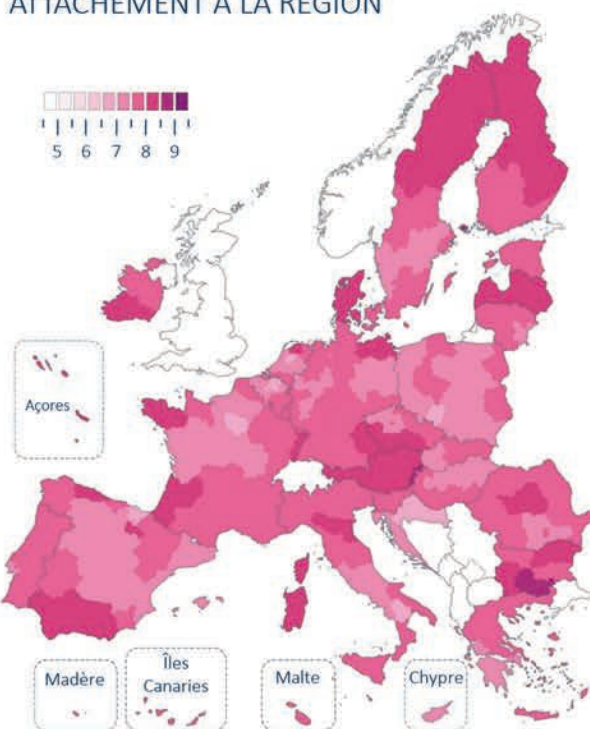
ATTACHEMENT À L'EUROPE



ATTACHEMENT AU PAYS



ATTACHEMENT À LA RÉGION



Porteurs d'éléments d'identité qui se renforcent mutuellement, les citoyens européens sont attachés à l'Europe, à leur pays ainsi qu'à leur région, ils tiennent à la convivialité que leur procure leur terre natale proche et élargie.



Degrés d'attachement, basés sur les données représentatives de l'enquête *European Quality of Governance* (2021) évaluant la qualité de l'administration publique au niveau NUTS2. Les répondants ont évalué leur attachement aux différentes unités territoriales sur une échelle de 1 à 10 (du plus faible au plus fort).

MOYENNE DES ATTACHEMENTS TERRITORIAUX DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE

Les personnes interrogées ont évalué leur attachement aux différentes unités territoriales sur une échelle de 1 à 10 (du plus faible au plus fort).



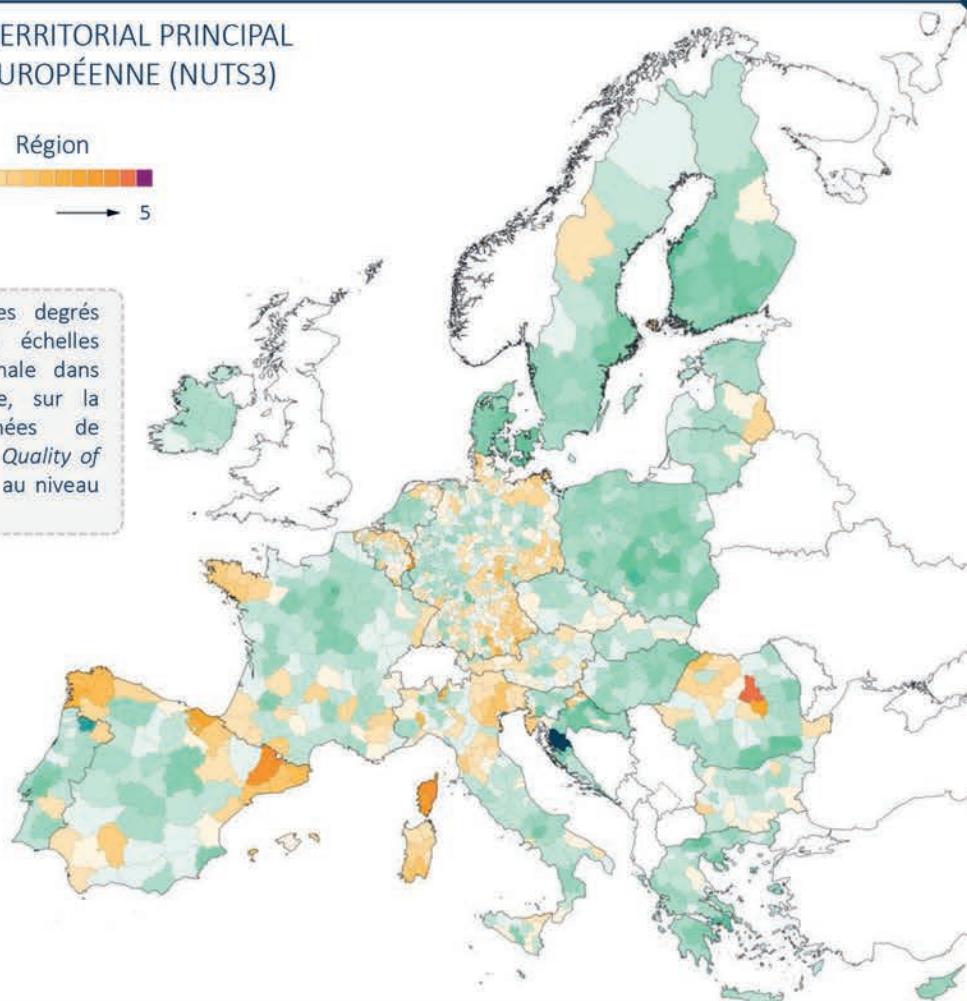
Les attachements aux différents niveaux ne sont pas opposés les uns aux autres. On peut trouver des degrés d'attachement élevés aux niveaux européen et national sur le même territoire. Si le degré d'attachement à la région et au pays est généralement similaire, la représentation cartographique de la différence entre les deux met en avant des territoires habités par des minorités linguistiques ou nationales, mais également certaines régions où le degré d'attachement local est plus fort que le niveau moyen (probablement à cause du patrimoine culturel local).

Les États membres de l'UE ont la responsabilité particulière de protéger l'identité et le patrimoine culturel des minorités linguistiques ou nationales vulnérables, conformément aux valeurs énoncées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'initiative citoyenne européenne Minority SafePack.

ATTACHEMENT TERRITORIAL PRINCIPAL DANS L'UNION EUROPÉENNE (NUTS3)



Différence entre les degrés d'attachement aux échelles nationale et régionale dans l'Union européenne, sur la base des données de l'enquête *European Quality of Governance* (2021), au niveau NUTS3.



L'ASSEMBLÉE NATIONALE HONGROISE ET LE SYSTÈME DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Site internet de l'Assemblée nationale hongroise – www.parlament.hu

KSH (L'Office central de statistiques) (2024): *Principaux indicateurs de population et mouvements de la population*. STADAT.

COMPÉTITIVITÉ

IMD (International Institute for Management Development): *IMD World Competitiveness Booklet 2023*. Juin 2023. Lausanne: IMD.

SolAbility Sustainable Intelligence: *The Global Sustainable Competitiveness Index 2023*. Novembre 2023. Zürich, Seoul: SolAbility.

IMD (International Institute for Management Development): *IMD World Digital Competitiveness Ranking 2023*. Lausanne: IMD.

WIPO (World Intellectual Property Organization): *Global Innovation Index 2023. Innovation in the face of uncertainty*. Geneva: WIPO.

DÉMOGRAPHIE

Eurostat (2024): *Total fertility rate*.

Eurostat (2024): *Population change – Demographic balance and crude rates at national level*.

Eurostat (2024): *Population on 1st January by age, sex and type of projection*.

Eurostat (2024): *Old-age-dependency ratio*.

UN (United Nations) (2022): *World Population Prospects 2022*.

PROCESSUS D'ÉLARGISSEMENT

Commission européenne: *Élargissement de l'UE*. European Commission (2023): *Commission adopts 2023 Enlargement package, recommends to open negotiations with Ukraine and Moldova, to grant candidate status to Georgia and to open accession negotiations with BiH, once the necessary degree of compliance is achieved*. 8 novembre 2023.

European Commission: *Overview – Instrument for Pre-accession Assistance*.

Conseil européen (2023): *Politique d'élargissement de l'UE*.

Eurostat (2024): *GDP and main components (output, expenditure and income)*.

Eurostat (2024): *Gross value added and income by A*10 industry breakdowns*.

Eurostat (2023): *Unemployment by sex and age – annual data*.

ILO (International Labour Organization): *SDG indicator 8.5.2 – Unemployment rate (%) – Annual*.

IMF (International Monetary Fund) (2023): *World Economic Outlook database: October 2023*.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Statistics Division, National Accounts: *Value Added by Economic Activity, Percentage Distribution (Shares)*.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2022): *World Population Prospects 2022, File GEN/01/REV1: Demographic indicators by region, subregion and country, annually for 1950–2100*. Online edition.

SOURCES

MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Europol (2022): *European Migrant Smuggling Centre 6th Annual Report*.

Eurostat (2024): *Third country nationals found to be illegally present – annual data*.

Eurostat (2024): *Third country nationals ordered to leave – annual data*.

Eurostat (2024): *Third country nationals returned following an order to leave – annual data*.

Frontex (2023): *Risk Analysis for 2023/2024*.

Frontex (2024): *Migratory Map. Detections of illegal border-crossings statistics*.

POLITIQUE DE DÉFENSE

European Commission (2024): *European Peace Facility*.

European Commission (2024): *Defence Industry and Space*.

European Commission (2024): *Public opinion in the European Union. Standard*.

Eurobarometer 101, Spring 2024. Annex.

EDA (European Defence Agency) (2024): *Defence Data Portal*.

EDA (2023): *Defence data 2022. Key findings and analysis*.

European External Action Service (2024): *Ongoing missions and operations*.

PESCO (Permanent Structured Cooperation) Secretariat (2024): *All projects*.

POLITIQUE DE COHÉSION

Dijkstra, Lewis (éd.) (2022) : *La cohésion en Europe à l'horizon 2050 - Huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*. Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne.

EC (European Commission) (2024): *Cohesion Open Data Platform*.

EC (European Commission) (2024): *Regional Policy*.

Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur les dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas.

Décision d'exécution (UE) 2021/1130 de la commission du 5 juillet 2021 établissant la liste des régions éligibles à un financement du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen plus et des États membres éligibles à un financement par le Fonds de cohésion pour la période 2021-2027.

Les cartes ont été conçues sur la base des cartes d'Eurostat- IMAGE, 03/2024.

BUDGET DE L'UE ET INSTRUMENT POUR LA RELANCE

Règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 *fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027*.

Règlement (UE) 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19.

Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

Décision (UE, EURATOM) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 *relative au système des ressources propres de l'Union européenne*.

PE (Parlement européen) (2024) : *La procédure budgétaire de l'UE*.

Accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne *sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres*.

CE (Commission européenne) (2024) : *Dépenses et recettes de l'UE pour la période 2021-2027*.

PATRIMOINE CULTUREL ET DIVERSITÉ

Charron, Nicholas – Lapuente, Víctor – Bauhr, Monika – Annoni, Paola (2022): *Change and Continuity in Quality of Government: Trends in subnational quality of government in EU member states. Investigaciones Regionales – Journal of Regional Research*, 53: 5–23.

Les cartes ont été conçues sur la base des données de la Commission européenne – Eurostat/GISCO; © EuroGeographics pour les limites administratives.

Âge médian

L'âge médian est l'âge qui divise la population en deux groupes numériquement égaux : la moitié est plus jeune que l'âge médian et l'autre moitié est plus âgée.

Cadre financier pluriannuel

Le cadre financier pluriannuel (*Multiannual Financial Framework*, MFF), établi par un règlement du Conseil, garantit que les dépenses de l'Union européenne sont gérées de manière maîtrisée et dans les limites de ses recettes. Il fixe également les dispositions auxquelles le budget annuel doit se conformer.

Classement de la compétitivité de l'IMD

Depuis 1989, l'*International Institute for Management Development* (IMD), ayant son siège en Suisse, publie chaque année un classement de la compétitivité mondiale, l'un des plus reconnus dans ce domaine est basé sur un indice de plus de 330 facteurs qui sont évalués selon quatre critères. Ces critères sont la performance économique, l'efficacité du gouvernement, l'efficacité des entreprises et les infrastructures.

Compétitivité

Il n'existe pas de définition universellement reconnue. Selon l'OCDE, elle mesure la capacité d'un pays à produire des biens et des services demandés sur les marchés internationaux dans des conditions de libre-échange et de concurrence loyale, et vise donc à augmenter le revenu réel de sa population sur le long terme.

Compétitivité durable

Un concept de compétitivité qui prend également en compte l'aspect de la durabilité et ses résultats. L'indicateur le plus largement accepté est l'indice mondial de la compétitivité durable (*Global Sustainability Competitiveness Index* GSCI), calculé par le groupe de réflexion *SolAbility Sustainable Intelligence*.

Le classement est basé sur les 190 indicateurs des six piliers suivants : le capital naturel, l'efficacité des ressources, le capital social, le capital intellectuel, la durabilité économique et l'efficacité de la gouvernance.

Compétitivité numérique

Un concept de compétitivité qui prend également en compte les résultats d'une économie dans le domaine de la numérisation et de son degré de maturité numérique. Le classement le plus souvent cité à ce sujet est celui du classement mondial de la compétitivité numérique de l'*International Institute for Management Development* (IMD). Il classe les économies sur la base de 54 indicateurs dans les trois domaines suivants : la connaissance, la technologie et la préparation à l'avenir.

Dépenses de défense

Dépenses totales du ministère de la défense et dépenses liées à la défense provenant d'autres sources (lignes budgétaires spécifiques d'autres ministères).

Facilité européenne pour la paix

La facilité européenne pour la paix (*European Peace Facility*, EPF) est un instrument extra-budgétaire de l'Union européenne. Elle vise à améliorer la capacité de l'UE à préserver la paix, à prévenir les conflits et à renforcer la sécurité internationale. La facilité européenne pour la paix repose sur deux piliers. Son pilier « opérations » sert à financer les coûts communs des missions et opérations de la politique de sécurité et de défense commune. Le pilier « mesures d'assistance » finance le renforcement des capacités militaires et de défense des pays tiers et des organisations partenaires.

Frontière extérieure

Ce sont les parties de la frontière d'un État membre de l'espace Schengen qui ne sont pas des frontières communes avec un autre État membre de l'espace Schengen et qui comprennent les frontières terrestres, les frontières fluviales et lacustres, les frontières maritimes, ainsi que leurs aéroports, ports fluviaux, ports maritimes et ports lacustres.

Homogénéisation

Il s'agit d'une politique de l'État visant à réduire la diversité culturelle, à supprimer les groupes linguistiques et ethniques autres que le groupe dominant et à effacer leur identité, par des moyens pacifiques ou violents.

Indicateur conjoncturel de fécondité

L'indicateur pour une année donnée exprime le nombre d'enfants qu'une femme pourrait mettre au monde au cours de sa vie en fonction du taux de fécondité par âge de l'année considérée pour ce calcul.

Initiative citoyenne européenne

L'initiative citoyenne européenne (*European Citizens' Initiative*, ECI), qui est entrée en vigueur avec le traité de Lisbonne, donne aux citoyens de l'Union européenne le droit de demander à la Commission européenne de légiférer sur un sujet relevant de sa compétence. Pour ce faire, une pétition portant sur le sujet en question doit être signée par un million de citoyens résidant dans au moins 7 États membres différents. La Commission doit alors décider des actions à mener.

Investissements pour la défense

Ensemble des dépenses liées aux achats d'équipement de défense et aux recherches et développements (R&D) dans le domaine de la défense.

IPA III : Instrument d'aide de préadhésion (2021–2027)

Instrument faisant partie du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne. Son objectif général est d'aider ses bénéficiaires à mettre en œuvre les réformes politiques, institutionnelles, juridiques, administratives, sociales et économiques qui les prépareront à l'adhésion à l'Union européenne. Les pays bénéficiaires sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Islande, le Kosovo*, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie et la Turquie. **Cette désignation est sans préjudice au regard des positions sur le statut juridique et est conforme à la résolution N° 1244 (99) du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.*

Minorité linguistique ou nationale

Un groupe distinct du groupe dominant sur le plan culturel, linguistique, régional, ethnique ou national, et qui constitue une minorité numérique dans la société du pays en question.

Nomenclature NUTS

La nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS), révisée tous les trois ans, est un système hiérarchique de l'UE. Son objectif est de collecter, développer et harmoniser les statistiques régionales européennes, d'analyser la situation socio-économique des régions et de servir de cadre aux politiques régionales de l'UE. Les unités administratives de chaque État membre sont classées en trois catégories NUTS sur la base de seuils démographiques définis : le niveau NUTS 1 représente la première subdivision des principales régions socio-économiques inférieures par rapport au territoire national, le niveau NUTS 2 les régions de base utilisées pour les politiques régionales et le niveau NUTS 3 les régions plus petites ayant des objectifs spécifiques.

Passages illégaux aux frontières

Franchissement des frontières extérieures de l'UE sans remplir les conditions d'entrée légale dans l'État membre d'accueil.

Patrimoine culturel

Par patrimoine culturel, nous entendons le riche trésor d'œuvres culturelles et créatives léguées par les générations passées aux générations futures. Le patrimoine culturel comprend, entre autres, les monuments, les œuvres d'art, les quartiers historiques en tant qu'éléments du patrimoine bâti et matériel, les œuvres littéraires, musicales et audiovisuelles qui constituent le patrimoine culturel immatériel (PCI), ainsi que les savoirs traditionnels, les valeurs linguistiques, les traditions populaires et religieuses des citoyens européens.

PESCO

La coopération structurée permanente (*Permanent Structured Cooperation*, PESCO) offre aux États membres un cadre pour la planification militaire et de défense commune, le développement des compétences et l'approvisionnement dans les domaines de la politique de sécurité et de défense de l'UE.

PIB

Le PIB (produit intérieur brut) est la valeur de tous les biens et services produits dans une région au cours d'une période donnée (généralement un an) pour la consommation finale.

PIB par habitant (PPP/SPA)

PIB (produit intérieur brut) par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat. Par essence, l'indicateur est exprimé dans une monnaie commune (USD ou EUR) pour assurer la comparabilité, éliminant ainsi les différences de niveaux de prix entre les pays.

Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

La PSDC fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne. Dans le cadre de cette politique, l'UE peut mener des missions opérationnelles dans des pays tiers, en s'appuyant sur les moyens civils et militaires fournis par les États membres de l'UE, afin de maintenir la paix et de renforcer la sécurité internationale.

Représentation des minorités nationales

La représentation des minorités nationales (bulgare, grecque, croate, polonaise, allemande, arménienne, rom, roumaine, ruthène, serbe, slovaque, slovène, ukrainienne) autochtones en Hongrie est assurée à l'Assemblée nationale par un député des minorités nationales ou un porte-parole des minorités nationales.

Lors des élections législatives, un député des minorités nationales par minorité nationale peut être élu sur la base des votes exprimés pour les listes établies par les collectivités autonomes nationales des minorités nationales. Les électeurs inscrits en tant qu'électeurs des minorités nationales peuvent voter sur ces listes. Si une minorité nationale ne parvient pas à obtenir un mandat de député des minorités nationales en raison d'un nombre insuffisant de voix, elle est représentée à l'Assemblée nationale par un porte-parole. Un député des minorités nationales a les mêmes droits qu'un député indépendant, mais les droits d'un porte-parole des minorités nationales sont plus limités (contrairement à un député des minorités nationales, un porte-parole ne peut pas voter lors des sessions plénières de l'Assemblée nationale et ne peut prendre la parole que sur les points de l'ordre du jour qui concernent les minorités nationales. Toutefois, au sein de la commission parlemen-

taire représentant les minorités nationales, les députés des minorités nationales et les porte-paroles ont les mêmes droits).

La minorité rom n'a pas présenté de liste de minorité lors des élections de 2022 et n'est donc pas directement représentée au sein du Parlement.

Ressortissants des pays tiers reçues la décision de retour

Ressortissants des pays tiers qui se trouvent en situation irrégulière sur le territoire d'un État membre de l'UE et qui font l'objet d'une décision administrative leur enjoignant de quitter le territoire.

Ressortissant d'un pays tiers ayant reçu la décision de retour

Selon la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la personne en situation irrégulière qui fait l'objet d'une obligation de retour peut retourner soit dans son pays d'origine, soit dans un pays de transit, soit dans un autre pays tiers sur le territoire duquel il sera admis.

Ressources propres fondées sur l'emballage plastique

Depuis 2021, une contribution nationale calculée sur la base de la quantité des déchets d'emballages plastiques non recyclés fait partie des ressources propres de l'UE.

RNB

Le RNB (revenu national brut) est un indicateur dérivé du PIB (produit intérieur brut), qui correspond à la somme des revenus par les habitants et les entreprises d'un pays sur le territoire national et à l'étranger, diminué des revenus gagnés par les habitants et les entreprises étrangères sur le territoire national.

Séjour irrégulier

Lorsqu'un ressortissant d'un pays tiers se trouve sur le territoire d'un État membre de l'UE alors qu'il ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour prévues par le code frontières Schengen.

Solde migratoire

Il se définit par la différence entre le nombre d'immigrants entrés sur le territoire d'un pays donné et le nombre d'émigrants qui en sont sortis.

Taux de chômage

Personnes au chômage en proportion de la population active.

Taux de dépendance des personnes âgées

Le taux de dépendance des personnes âgées est défini comme le nombre de personnes âgées (de 65 ans et plus), en général n'étant plus actives sur le plan économique, exprimé en pourcentage par rapport à la population d'âge actif (les personnes âgées de 15 à 64 ans).

TVA

Taxe à la valeur ajoutée.

Valeur ajoutée brute

Contribution d'un secteur donné au PIB (produit intérieur brut).

Valeur de référence collective de 20%

Aux termes de la décision des ministres de défense de l'UE, les États membres s'engagent à affecter les 20% de leurs dépenses de défense aux investissements de défense.





ORSZÁGGYŰLÉS

